

LE
CONSEIL DE COMMERCE
ET LE
COMMERCE INTÉRIEUR DE LA FRANCE
AU XVIII^E SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 9 Décembre 1936, à 13 h. 30

PAR

BERNARD WYBO

Président : M. O. MARTIN, professeur.

Suffragants { MM. PETOT, professeur.
REGNAULT, professeur.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

158-160, RUE SAINT-JACQUES

1936



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE CONSEIL DE COMMERCE

ET LE

COMMERCE INTÉRIEUR DE LA FRANCE

AU XVIII^e SIÈCLE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LE
CONSEIL DE COMMERCE
ET LE
COMMERCE INTÉRIEUR DE LA FRANCE
AU XVIII^R SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 9 Décembre 1936, à 13 h. 30

PAR

BERNARD WYBO

Président : M. O. MARTIN, professeur.

Suffragants { MM. PETOT, professeur.
REGNAULT, professeur.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

158-160, RUE SAINT-JACQUES

1936



LE CONSEIL DE COMMERCE

ET LE

COMMERCE INTÉRIEUR DE LA FRANCE

AU XVIII^e SIÈCLE

INTRODUCTION

Comme on l'a fait remarquer récemment à propos du Conseil National économique ¹, le mot Conseil a changé peu à peu de signification et la notion de Conseil est maintenant toute différente de ce qu'elle était anciennement. Le « Consilium » était un service que le seigneur rendait à son Roi et qui consistait pour celui-là à donner son avis désintéressé sur une question de politique générale ; cette institution survécut à la féodalité et les Conseils d'État qui apparaîtront par la suite seront les successeurs de ces assemblées de seigneurs convoqués par le Roi.

Le Conseil actuel au contraire est de plus en plus « une assemblée de personnages dont chacun est le délégué d'un intérêt particulier et a mandat de soutenir cet intérêt particulier à l'égard tant des intérêts rivaux que de l'intérêt général ² ».

Dans le premier sens du terme, les conseillers étant

1. L. Romier. *Figaro* du 13 février 1936.

2. L. Romier, dans l'article cité plus haut.

absolument désintéressés devaient permettre au Roi de déterminer très exactement l'intérêt général ; leurs attributions pouvaient même être plus étendues et ils devaient parfois ramener à un problème politique que le Roi résoudrait les problèmes économiques, militaires, sociaux, etc...

Sous l'ancien régime les Conseils étaient composés de grands personnages dont la haute situation garantissait l'indépendance ; pour être conseiller d'État il fallait avoir fait ses preuves comme maître de requêtes, parfois comme intendant, ce n'était pas l'aboutissement obligatoire de la carrière, on pouvait « demeurer » maître des requêtes. On admettra dans ces conditions que pour toutes les questions de politique pure les Conseillers étaient vraiment des « compétences désintéressées ¹ ».

Les Conseils modernes, à l'exception toutefois du Conseil d'État qui a conservé son aspect traditionnel, sont composés de représentants des intérêts particuliers. Les Conseillers actuels n'ont pas été formés pour la mission qui leur est confiée : ils ont été choisis parmi leurs confrères commerçants ou industriels, banquiers ou administrateurs. Ils représentent les intérêts particuliers devant le Gouvernement qui doit théoriquement dégager l'intérêt général. A la différence des Conseils de l'ancien régime, les Conseils actuels ne posent pas le problème politique devant le Gouvernement, ils formulent des revendications conformes à l'intérêt du groupement qu'ils représentent et n'en calculent pas obligatoirement les conséquences politiques.

Comme l'a noté M. Romier, l'esprit de réforme actuel tend à améliorer la représentation des intérêts particu-

1. L'expression est de M. Charles Maurras. *Action Française* du 14 février 1936.

liers dans l'espoir d'obtenir un meilleur rendement des conseils ; le remède n'est pas là à notre avis, mais il n'est pas non plus où croit le voir M. Romier, dans « un conseil d'État spécialisé, désintéressé et indépendant ».

Les intérêts particuliers doivent être représentés car « devant un vrai Gouvernement, les intérêts se font représenter tout comme les opinions ¹ » mais entre le Gouvernement et les représentants des intérêts particuliers, il doit exister le Conseil politique dont le rôle indispensable consiste à présenter des revendications transmises par les représentants sous l'aspect d'un problème strictement politique.

Il ne s'agit pas là d'une simple spéculation de l'esprit, une institution conforme à ces principes a été créée par Louis XIV et a fonctionné tout au long du XVIII^e siècle, sous le nom de Conseil de Commerce puis de Bureau du Commerce.

Nous n'avons pas pour but de dresser un tableau de l'activité du Conseil de Commerce, ce travail a été effectué par l'administration des Archives Nationales sous la direction de M. Bonnassieux ; un inventaire a été dressé comprenant une introduction très détaillée de M. Lelong, véritable tableau de l'organisation du Conseil de Commerce, le compte rendu de toutes les séances du Conseil et des Bureaux, enfin une table alphabétique extrêmement complète ; il faut se reporter à cet ouvrage si l'on veut avoir une impression générale sur l'activité de l'institution.

Le Conseil de Commerce était une juridiction gracieuse dont les décisions contentieuses sur évocation étaient

1. Ch. Maurras.

fort nombreuses, ce n'était pas là cependant son principal caractère et ses attributions consistaient surtout à examiner et à résoudre les problèmes relatifs au commerce intérieur et au commerce extérieur qui lui étaient soumis.

Nous nous bornerons à étudier les manifestations caractéristiques du Conseil de Commerce en matière de commerce intérieur. A chaque époque se sont posés des problèmes auxquels les circonstances donnaient leur importance ; l'étude des solutions données par le Gouvernement après consultation du Conseil de Commerce nous permettra de juger de la valeur de cette institution.

CHAPITRE PREMIER

LOUIS XIV DONNE A LA FRANCE UN CONSEIL DE COMMERCE

Le 29 juin 1700, par arrêt du Conseil d'État, était créé un Conseil de Commerce qui devait examiner : « Toutes les propositions et mémoires qui y seront envoyés, ensemble les affaires et difficultés qui y surviendront concernant le commerce tant de terre que de mer, au dedans et au dehors du royaume et concernant les fabriques et manufactures, pour, sur le rapport qui sera fait à Sa Majesté des délibérations qui auront été prises dans ledit Conseil de Commerce, y être par Elle pourvu ainsi qu'il appartiendra ¹. »

Pour plusieurs raisons d'ordre politique et économique cette institution venait à son heure : seule la collaboration de Colbert et de Louvois avait rendu possibles les trois guerres qu'en soixante ans de règne Louis XIV avait entreprises pour assurer des frontières à la France. Louvois donnait à son Roi des armées pour lui permettre de mener à bien ses projets à l'extérieur, mais Colbert rétablissait le commerce, réorganisait l'industrie, réformait les finances et fournissait à ces armées les ressources indispensables.

A la mort de Colbert, la question de sa succession se

1. Le texte de cet arrêt est cité. *Corr. des Contrôleurs généraux*, t. II, p. 476, Boislisle.

posait d'une manière d'autant plus pressante que les guerres duraient toujours et que le pays avait épuisé ses réserves. Les multiples attributions du grand Ministre furent partagées entre le contrôleur général des Finances Le Peletier, le secrétaire d'État de la Marine Seignelay et Louvois. Pontchartrain qui cumulait les fonctions de contrôleur général des Finances et de secrétaire d'État de la Marine, réunit à nouveau en une seule main la direction du commerce, mais, quand il voulut se retirer, il lui apparut qu'il fallait éviter que des conflits puissent naître entre ses successeurs : son fils, secrétaire d'État à la Marine et Chamillart, le contrôleur général des Finances, c'est alors qu'il proposa au Roi de créer le Conseil de Commerce qui va faire l'objet de cette étude.

1^o *Les précédents.* — A vrai dire il ne s'agissait pas d'une création de toutes pièces et, si le Conseil de Commerce institué par Louis XIV pour permettre à la France consolidée dans ses frontières de reconstituer ses réserves, a donné du premier coup ce qu'on en pouvait attendre c'est très certainement parce que les expériences précédentes avaient permis tout à la fois de déterminer sa composition et de préciser ses attributions.

En 1470, Louis XI avait convoqué les négociants du royaume à Tours « pour aviser avec eux aux moyens d'étendre et faire prospérer le commerce ». Il est certain cependant que cette assemblée n'a eu qu'un caractère temporaire : le « consilium » fourni, les négociants s'en sont retournés et il n'a subsisté aucun organe permanent ¹.

Le premier Conseil permanent n'a été créé que sous Henri IV. Il était composé de Membres du Conseil d'État

1. Augustin Thierry. *Essai sur l'Histoire du Tiers Etat*, p. 66.

et des compagnies Souveraines, aidés par un contrôleur général au Commerce, Barthélemy de Laffémas et les principaux fabricants et marchands. Cette commission, créée par lettres patentes du 20 juillet 1602 semble avoir vécu au moins jusqu'en 1606. Les procès-verbaux de 176 séances du 17 août 1602 au 26 octobre 1604 sont parvenus jusqu'à nous¹.

Les services rendus par cette commission, s'ils n'ont pas été aussi importants que Laffémas les aurait souhaités, n'en furent pas moins réels et les enquêtes menées par elles contribuèrent pour une bonne part au succès des réformes de Sully. Son utilité en tous cas fut reconnue à l'époque puisque les marchands réclamèrent son rétablissement et obtinrent satisfaction ; en effet « des lettres patentes du 21 novembre 1616 créèrent une Chambre générale du Commerce² » dont il ne reste d'ailleurs pas de traces.

En 1626, 1627, Richelieu qui était alors grand-maître de la Navigation et du Commerce ressuscita le Conseil dont il devint le chef. On a conservé³ les noms du procureur et du secrétaire, on sait également que Richelieu y fit entrer 4 conseillers et 3 maîtres des requêtes, mais c'est tout : il semble que sa durée fut éphémère, Mazarin ne l'a certainement pas connu⁴.

L'état de misère, auquel la guerre civile et les guerres

1. Dans son Introduction à l'Inventaire, M. Lelong note, à ce sujet : Ces procès-verbaux ont été publiés en 1648 d'après le manuscrit original (*Bibl. nat. manusc.*, p. 9 829), par Champollion-Figeac, dans la collection des documents inédits (*Mélanges historiques*, 1^{re} série, t. IV, p. 1. 282). A la suite des procès-verbaux, l'éditeur a réimprimé (pp. 282-301), le recueil présenté au Roi de ce qui se passe en l'Assemblée du commerce, au Palais, à Paris, publié par Laffémas en 1604.

2. Biollay. *L'administration du commerce au XVIII^e siècle*.

3. D'Avenel. *Richelieu et la Monarchie absolue*, t. III, p. 215, note 1.

4. Lelong, dans l'Introduction à l'inventaire, cite en effet, un projet de commission qui n'a d'ailleurs pas abouti et qui aurait été proposé à Mazarin, pour remplir la même tâche que le précédent conseil.

étrangères avaient réduit la France à l'avènement de Louis XIV, était extrême et les temps étaient encore trop troublés pour qu'une réorganisation du commerce fut possible. Ce n'est qu'après avoir signé la paix avec l'étranger et organisé son gouvernement que Louis XIV pourra, avec le concours de Colbert, procéder à l'assainissement de ses finances et rechercher la prospérité pour son royaume. Pour atteindre ce double but Colbert avait trois moyens à sa disposition : le premier consistait à rétablir l'ordre dans les finances de l'État, à assainir la monnaie et, ce premier objectif atteint, à donner au commerce l'impulsion qui devait le faire prospérer. Le deuxième consistait à rétablir d'abord le commerce et après avoir enrichi les sujets du royaume, à les faire contribuer au renflouement des finances publiques. Le troisième moyen enfin, consistait à poursuivre concurremment l'assainissement des finances publiques et la prospérité du commerce.

Colbert avait choisi le premier moyen : il commencera par mettre de l'ordre dans les finances : quand il aura fait chasser l'indélicat et fastueux Fouquet et qu'après avoir organisé le Conseil des Finances il en aura reçu la direction avec le titre de contrôleur général, il se préoccupera du Commerce : sur le modèle du Conseil des Finances, il organisera un Conseil de Commerce qui se réunira pour la première fois à Fontainebleau le 3 août 1664.

Ce qui caractérise ce Conseil, c'est la prépondérance qui y est donnée aux membres du Gouvernement sur les représentants des Commerçants. Le Roi préside : « Sa Majesté... suivant les emportements de l'amour qu'elle a pour ses peuples ¹ » prendra quatre heures tous les

1. *Gazette* du 23 août 1664, p. 834, citée par Boislisle. Appendice aux *Mémoires de Saint-Simon*, t. VII, p. 418.

quinze jours sur ses divertissements pour tenir un Conseil de Commerce.

A ces côtés siégeaient le chancelier Séguier, Lionne secrétaire d'État aux Affaires étrangères et à la Marine. Letellier secrétaire d'État à la Guerre, Colbert, Villeroy, d'Aligre et de Sève, conseillers au Conseil des Finances, enfin trois délégués des principales villes de commerce du royaume dont un arrêt du 5 décembre 1664¹ réglait le mode de désignation.

Les marchands des 18 villes les plus importantes du royaume éalisaient dans chacune deux députés. Parmi les 36 élus le Roi en choisissait trois qui faisaient partie du Conseil de Commerce, correspondaient avec le pays qui les avait délégués et, résidant auprès du Roi, lui donnaient leur avis sur les questions intéressant le commerce.

Les autres députés s'assemblaient par tiers, le 20 juin de chaque année, dans trois villes du royaume et rédigeaient un procès-verbal de l'état du commerce et des manufactures, procès-verbal qui était adressé à Colbert.

Il n'y a pas eu, à notre connaissance, de registre spécial pour inscrire les procès verbaux des séances de ce Conseil de Commerce et les archives des arrêts qui y ont été rendus n'ont pas été classés à part, mais ils figurent dans les registres d'arrêts expédiés en commandement par les secrétaires d'État, c'est ce qui explique en partie qu'on ne soit pas très renseignés sur l'activité de ce Conseil²

1. Cité dans l'*Histoire de Colbert* de P. Clément, t. I, p. 336, en note.

2. Il semble toutefois qu'il a pris une grande part à l'élaboration des règlements de 1666-1667, relatifs aux manufactures. Et M. de Boislisle cite parmi d'autres arrêts, un arrêt du 14 mars 1665, relatif au projet du canal des deux mers.

qui a été en décroissant au fur et à mesure que Colbert voyait augmenter ses attributions.

Une commission du Contentieux composée des trois députés du Commerce et de trois fermiers généraux, prolongea quelque temps l'existence du Conseil de Commerce, mais en 1863, à la suite de la mort de Colbert, Bellinzani chez qui se réunissait la commission, ayant été emprisonné, le Conseil disparut complètement. Cette disparition ne changeait absolument rien : la personnalité de Colbert était trop forte pour qu'il pût continuer à collaborer avec un Conseil qu'il avait organisé pour lui permettre de prendre un bon départ et qui ne lui a plus servi à rien le jour où il a eu en main la direction de toutes les affaires commerciales.

Malheureusement, Colbert, lui, était irremplaçable et Louis XIV s'en rendit compte ; il comprit qu'il ne pouvait plus espérer trouver des hommes comparables aux êtres exceptionnels dont il avait fait ses premiers collaborateurs, c'est alors qu'il créa cette admirable Administration qui était destinée à assurer la continuité de la politique malgré les changements qui pouvaient survenir parmi les titulaires des différents ministères.

Au lieu d'un homme, il y aura désormais un Conseil dont la politique continue sera toujours de qualité parce qu'il sera composé des meilleurs, parfois particulièrement brillante, quand les individus qui le composeront seront eux-mêmes particulièrement brillants comme d'Aguesseau et Amelot.

La composition de ce Conseil devait être déterminée par le but qu'il était appelé à remplir et sur ce point il y eut deux conceptions en présence.

Pontchartrain préconisait le rétablissement sans modi-

fication du Conseil de 1664. D'Aguesseau¹ au contraire, voulait donner plus d'importance à la représentation des intérêts du commerce, c'est son système qui fut adopté².

2° *Organisation.* — Le Conseil de Commerce se composait au moment où il fut créé, de six commissaires qui étaient :

Le contrôleur général des Finances, Chamillart.

Le secrétaire d'État de la Marine, Pontchartrain.

Les deux conseillers d'État, d'Aguesseau et son neveu Amelot, ils formaient au sein du Conseil l'élément gouvernemental et politique.

Les deux maîtres de requêtes qui faisaient les rapports.

Les intérêts du Commerce étaient représentés par 12 députés des villes de Commerce³, auxquels pouvoient aussi se joindre, sur la demande du Conseil, deux représentants de la Ferme générale, désignés par le contrôleur général. L'élément administratif enfin, était constitué par un secrétaire.

Jusqu'à sa disparition, en 1715, la composition du Conseil subit quelques modifications. En 1701 on y appela les deux directeurs des Finances qui venaient d'être créés. En 1705, d'Aguesseau qui était alors lieutenant général de police, y était venu siéger : il était le cinquième commissaire. En 1715, il devait y en avoir 7.

¹ Il s'agit ici d'Henri d'Aguesseau, père du futur chancelier. Ancien intendant du Languedoc, conseiller d'État et au Conseil royal des finances, Pontchartrain l'avait placé à la tête des affaires du commerce.

² D'Aguesseau n'était pas favorable cependant à cet établissement : il craignait que la composition envisagée ne favorisât le contrôleur général au détriment du commerce.

³ Qui étaient ainsi répartis : deux pour Paris, un pour chacune des autres villes : Lyon, Rouen, Bordeaux, Marseille, La Rochelle, Nantes, Saint-Malo, Lille, Bayonne et Dunkerque.

Les directeurs des Finances qui avaient été créés en 1701, furent supprimés en 1708, mais à ce moment-là six offices d'intendants du Commerce furent créés et attribués à six maîtres des requêtes.

Ainsi composé le Conseil de Commerce constitue une création d'une grande originalité. Nous y trouvons des commissaires qui représentent le Gouvernement et des maîtres des requêtes qui ont pour fonction de présenter les rapports. Les uns et les autres forment au sein du Conseil une sorte de commission de législation tout à fait comparable à la section de législation de notre Conseil d'État actuel. Quant aux députés, ce sont les représentants des intérêts particuliers et le rôle joué par eux peut être comparé à celui des commissions parlementaires.

La procédure suivie au Conseil de Commerce a très peu varié et un mémoire de Guéau de Pouancey du 17 juin 1724 ¹ nous l'a décrite d'une façon très complète. Lorsque le contrôleur général des Finances ou le secrétaire d'État de la Marine voulait avoir l'avis du Conseil de Commerce à propos d'une affaire qui lui était soumise, il envoyait la requête ou l'avis au secrétaire du Conseil de Commerce qui l'enregistrait et la rapportait à la première séance du Conseil.

Si l'affaire était particulièrement simple, le commissaire qui était chargé d'en faire le rapport la renvoyait directement aux députés pour avoir leur avis. Quand l'affaire était plus compliquée, le commissaire essayait d'avoir d'abord quelques éclaircissements auprès des intendants, et ensuite seulement mais de toutes façons, renvoyait le dossier aux députés pour avoir leur avis.

1. Cité par Lelong, p. xxiii.

Ceux-ci se réunissaient deux fois par semaine, les lundis et vendredis matin, chez le secrétaire qui louait un appartement pour les recevoir et loger les archives.

Le secrétaire lisait aux députés « ... les requêtes, mémoires et autres papiers,... (les députés) s'expliquent sur ce qu'ils en pensent, et leur avis est rédigé sur le champ si l'affaire est assez sommaire pour n'avoir pas besoin de discussion. Si elle demande un travail plus long et plus raisonné, le secrétaire en charge celui de MM. les députés qui paraît avoir le plus de connaissance dans la matière dont il s'agit. Le député travaille à l'affaire chez lui, y forme son avis, et revient à l'Assemblée en faire son rapport où il est changé et corrigé, si on le juge à propos, et, quand l'avis est arrêté comme il le doit être, le secrétaire le fait mettre au net et l'envoie, avec les dossiers, à celui de MM. les Commissaires chargé d'en faire le rapport ¹ ».

Les commissaires peuvent demander aux députés de donner des éclaircissements de vive voix au Conseil, mais c'est assez rare ².

Malgré cette complication apparente la solution ne tardait pas et les affaires étaient rapidement résolues, en voici un exemple :

Le sieur Antoine Gerin, de Marseille, avait demandé la permission d'établir dans un des ports du Ponent une fabrique de toile de coton imprimée ou teinte pour servir au commerce de Guinée. Le mémoire porte en vedette : « n° 2959 — à M. de Montaran — 29-7-1749 », puis : « à Mes-

1. Rapport de Guéau de Pouancey du 17 juin 1724.

2. En 1788, après la réorganisation du bureau, M. Bonnassieux (notes, *Archives Nation.*, AB XIX, 368 à 390) constate que les députés donnent fréquemment leur avis de vive voix en séance, alors que le 24 juillet 1783, il faut un cas exceptionnel pour que le bureau désire « entendre de vive voix, les députés ».

sieurs les députés du commerce 20 août 1749 ». L'avis des députés du commerce est du 4 septembre 1749, il est dit ensuite : « joindre au dossier étant entre les mains de M. le contrôleur général, 7 septembre 1749 ¹ ». Ainsi en plein été à une époque où le travail est quelque peu délaissé il fallait quinze jours à peine pour obtenir l'avis des députés ce qui était vraiment rapide.

L'avis des députés était presque toujours suivi. On ne relève ² que deux ou trois exemples de décisions prises par les commissaires malgré l'avis des députés.

Malgré cela les députés n'avaient pas voix délibérative dans les séances du Conseil où seuls les commissaires prenaient des décisions. Ceux-ci pouvaient d'ailleurs s'assembler hors de la présence des députés, ils formaient alors un « comité » : ce fait tout à fait exceptionnel ne s'est pas représenté plus de trois ou quatre fois ³.

Il ne faut pas s'étonner de cette méfiance qu'on nourrissait à l'égard des députés ; quand leur création fut décidée, le rôle exact qu'ils étaient appelés à jouer était déterminé : ils représenteraient les intérêts du commerce, ils ne seraient pas des commis de leurs électeurs. Necker ⁴ en 1781 ne fera qu'exprimer cette intention des créateurs du Conseil de Commerce un siècle plus tôt : « Les députés du Commerce ne sont point des agents des villes d'où ils ont été tirés. Les Chambres de Commerce n'ont sur eux ni inspection, ni juridiction... Ils sont appelés par le Roi à la suite du Conseil, pour lui fournir et à ses ministres

1. Notes de M. Bonnassieux.

2. Bonnassieux, notes.

3. Voir cependant séance du 29 avril 1707. « Les députés se retirent et les commissaires examinent en chambre du Conseil.

4. Cité par Lelong, p. xxiii, F¹². 38, n° 5208.

dans les affaires de commerce, les éclaircissements et les secours dont ils ont besoin. »

Le rôle du Conseil tout entier est bien celui d'une commission consultative : le Conseil de Commerce ne rendait pas d'arrêt mais rédigeait un projet de texte, l'approuvait, le faisait signer par le président et le transmettait au contrôleur général qui le faisait formaliser. Le véritable arrêt était rendu sous forme d'arrêt en finances ou en commandement, par le Conseil d'État.

Quand il s'agissait d'une affaire de moindre importance, le contrôleur général écrivait à l'intendant de la généralité pour lui faire connaître l'avis du Conseil ou le priait de rendre une ordonnance conforme à cet avis.

Attributions. — La multiplicité des règlements des manufactures, des statuts des corporations, des mesures de protection douanières prises sous l'influence mercantiliste, la complication apportée par les douanes intérieures et l'état des moyens de communication, rendaient la tâche du Conseil de Commerce très considérable. C'est ce qu'on a tendance à oublier justement quand, à la lecture des procès-verbaux des séances, on a l'impression que la majorité des questions soumises à l'avis du Conseil, sont des questions de détail qui auraient très bien pu être résolues par les intendants ou les municipalités.

Boislisle¹ décrit ainsi l'activité du Conseil de Commerce : « C'étaient des litiges, des controverses sur l'interprétation et l'application des lois et règlements, des contestations entre corps de Marchands, des demandes en concession de statuts ou de privilèges industriels, des

1. *Op. cit.*, t. VII, p. 415 et suiv.

propositions ou mesures nouvelles ou de créations à faire. » Il paraît difficile de mieux définir la compétence « apparente » du Conseil, mais il faut reconnaître que ses attributions étaient bien autrement importantes et pour s'en rendre compte nous reproduisons ici le tableau d'ensemble des attributions du Conseil dressé par M. Lelong dans son Introduction à l'Inventaire ¹.

« A) *Institutions commerciales* : Assemblée de commerce. Chambres de commerce. Juridictions commerciales. Corporations. Sociétés commerciales. Compagnies privilégiées. Banques. Bourses : agents de change et courtiers. Monnaies ; poids et mesures.

« B) *Commerce intérieur* : Halles ; foires et marchés. Circulation des grains. Colporteurs et forains. Routes et voies navigables. Péages. Droits intérieurs ; tarifs ; contestations entre les marchands et les commis des fermes. Poste et messageries.

« C) *Commerce extérieur et maritime* : Système des douanes et tarif général des fermes. Marine marchande. Port franc et entrepôts. Pêches maritimes. Consulats. Régime commercial des colonies. Importations et exportations. Balance du Commerce.

« D) *Industrie* : Condition et statistique des principales industries. Régime des manufactures. Inspection des manufactures. Règlements industriels. Privilèges exclusifs. Manufactures royales. Émigration et immigrations ouvrières. Coalitions et grèves. »

A chacun des problèmes qui lui étaient posés, le Conseil de Commerce donnait une solution qui pouvait être unique et définitive quand il s'agissait d'un cas d'espèce à résoudre

1. Lelong. *Op. cit.*, p. xxix.

en un temps donné plus souvent la solution variait suivant les événements du moment : le Conseil avait une politique corporative, une politique monétaire, une politique alimentaire, maritime, coloniale, manufacturière, sociale, etc...

La politique du Conseil de Commerce en face des problèmes de commerce extérieur, maritimes et coloniaux, a déjà été étudiée ¹, c'est pour cette raison que nous nous bornerons à définir l'attitude du Conseil en face des problèmes de politique commerciale intérieure seulement.

Parmi ceux-ci, les uns se sont posés tout au long du XVIII^e siècle, d'autres inhérents à des événements particuliers présentaient un caractère de stricte actualité : de toutes façons, la solution qui sera apportée aux uns et aux autres au cours d'une période déterminée nous permettra de caractériser cette période.

1. V. Hutteau d'Origny. *Histoire du Bureau du Commerce et du conseil royal des Finances et du Commerce*,

CHAPITRE II

LE CONSEIL DE COMMERCE SOUS LOUIS XIV

Le 24 novembre 1700 le Conseil de Commerce se réunit pour la première fois dans l'hôtel de d'Aguesseau son président. Les commissaires prirent place dans leurs fauteuils, les députés ¹ s'installèrent sur des chaises, sans ordre établi et le secrétaire se plaça avec eux. Lecture fut faite de l'arrêt du 29 juin 1700 qui avait institué le Conseil après quoi d'Aguesseau prit la parole pour commenter cet arrêt : il exposa les raisons pour lesquelles le Roi avait décidé de créer un Conseil de Commerce et, s'adressant aux députés, il les exhorta à décrire l'état du commerce dans leur ville et leur province et à indiquer au Conseil les moyens qu'ils estimaient les plus propres à encourager le commerce. Après lui Chamillart et Pontchartrain insistèrent à nouveau auprès des députés pour leur demander leur collaboration et ce dernier leur promit de faire valoir au Roi leurs bonnes intentions si Sa Majesté était contente d'eux.

Les commissaires décidèrent de se réunir au même endroit tous les vendredis et, pour permettre aux députés de se rencontrer entre les séances et de discuter de leurs propositions et affaires, Chamillart demandera au Roi la

1. Ils étaient alors treize, car un arrêt du 7 septembre 1700 avait autorisé le Languedoc à envoyer un député.

permission de faire la dépense de loyer d'une maison : « qui servirait tant pour faire ces assemblées particulières que pour loger le secrétaire dudit conseil, déposer des papiers et pour faire travailler des commis. »

Tous les commissaires s'étant assis, les députés les remercièrent de l'honneur qu'ils leur faisaient, après quoi la séance fut levée. Le Conseil de Commerce s'est mis au travail : les députés vont établir le mémoire qui leur a été demandé « sur le fait général du commerce ».

Dès le 14 janvier 1701 les députés de la Rochelle et du Languedoc remettent leur mémoire : le dernier demande l'abolition des péages qui nuisent aux échanges.

Le 4 mars les députés de Lyon, Nantes et Marseille en font autant et le 8 avril tous les mémoires ayant été remis, on décide d'en faire la lecture au Conseil. Le misérable état du royaume à cette époque a été bien souvent décrit et il est probable que les députés ne pouvaient pas faire autrement que de le constater ; aussi bien pour y remédier de grandes mesures devront être envisagées.

Tout d'abord les députés ont constaté¹ que les commerçants ont l'habitude de quitter leur profession lorsqu'ils y ont « amassé du bien », pour rentrer dans les offices, parce que « la profession de négociant est avilie et méprisée par les officiers et par les gentilshommes ». Pour éviter cet inconvénient, il faut donner aux commerçants quelques marques d'honneur qui les engagent eux et leurs enfants à continuer leur commerce. Les députés seront chargés de rédiger un mémoire « sur les moyens d'honorer le commerce » et leur conclusion est qu'il faut anoblir les bons commerçants et leur donner des déco-

1. Séance du 8 avril 1701.

rations : la solution était simple, elle est, en France, éternellement la même.

Créations des Chambres de Commerce. — A cette même séance du 8 avril, une autre proposition fut faite qui tendait à la création de Chambres de Commerce et de directeurs du Commerce dans les grandes villes commerçantes du royaume. Le 4 mars précédent le député de Lyon, M. Anisson, avait déjà fait cette proposition qu'il justifiait de la manière suivante : « Les Chambres particulières auraient rapport avec le Conseil de Commerce de Paris ; ils (*sic*) y enverraient leurs mémoires, et cela se faisant sans frais et avec diligence, les marchands de provinces resteraient dans leurs bureaux à faire leur commerce »..., plutôt que de confier leurs intérêts à des commis et de venir poursuivre à Paris le règlement de leurs affaires ¹.

Les députés furent priés de préparer un mémoire sur l'établissement de Chambres de Commerce dans les villes de commerce du royaume, on leur rappelle le 10 juin et le 1^{er} juillet, enfin le 17 août 1701, on examine les mémoires des députés et le Conseil décide que les négociants s'assembleront pour préparer, chacun pour leur ville, un projet à soumettre au Roi.

Ce n'est que le 9 décembre que les provinces renvoyèrent les mémoires et délibérations sur les Chambres de Commerce qui devaient être établies en vertu d'un arrêt du 30 août.

De 1702 à 1714, les Chambres de Commerce furent créées par arrêts du Conseil à Lyon, Rouen, Toulouse,

1. Boislisle. *Corresp. Contrôleurs*, II, appendice, p. 481.

Montpellier, Bordeaux, La Rochelle, Lille, plus tard à Bayonne, Nantes et Saint-Malo. Amiens qui réclamait une Chambre de Commerce depuis 1727 et qui avait depuis longtemps une Chambre consulaire à pouvoirs très étendus eut satisfaction en 1761. Celles de Marseille et de Dunkerque existaient déjà.

La composition de ces Chambres était variable. La proposition soumise au Conseil de Commerce le 29 avril 1701 comprenait un projet d'organisation qui prévoyait que chaque Chambre serait composée de cinq commerçants ayant qualité de syndics et qui seraient élus ; la réglementation des élections et des assemblées était également prévue.

Il semble bien que ce désir d'uniformité n'ait pas été réalisé et que les Chambres de Commerce se soient organisées différemment dans chaque ville.

M. Brutails¹, cité par M. Olivier Martin², nous indique la composition de la Chambre de Commerce de Guyenne à Bordeaux : créée par arrêt du 26 mai 1705, elle comprenait d'une part, les membres de la juridiction consulaire, c'est-à-dire le juge président et quatre consuls et, d'autre part, douze directeurs du Commerce de la province de Guyenne.

Les uns et les autres étaient élus par des commerçants notables conformément aux règles contenues dans l'arrêt d'établissement³, et devaient obligatoirement siéger lorsqu'ils avaient été ainsi désignés.

Ainsi composées, les Chambres de Commerce repré-

1. Brutails. *La Chambre de Commerce de Guyenne*.

2. Ol. Martin. *L'organisation corporative de l'ancien régime*, p. 218.

3. Voir séance du 28 août 1932.

sentaient vraiment une « aristocratie marchande¹ », tout à fait qualifiée pour éclairer le Roi sur les besoins du commerce local et pour en assurer la direction.

Le Conseil de Commerce utilisait d'ailleurs leur compétence, c'est ainsi qu'à la suite de mesures prohibitives prises par le roi d'Espagne à l'égard de certains ouvrages français destinés à l'exportation, des instructions furent demandées aux Chambres de Commerce (Séance du 21 octobre 1788).

Une autre fois² la Chambre de Commerce de Lyon est consultée sur l'opportunité de laisser s'établir un particulier qui veut faire le commerce de mouchoirs de soie peints au pinceau et celle de Toulouse³ indique les moyens de remédier à deux contestations qui arrivent fréquemment dans le commerce :

1^o Au sujet des garanties pour les billets de fond et les billets protestés ;

2^o A propos de marchandises données en nantissement pour avance d'argent.

En échange de leurs conseils, quand les Chambres de Commerce s'adressaient au Conseil de Commerce, leur demande était immédiatement envisagée, c'est ainsi que le 3 août 1746, les Chambres de Commerce de Bordeaux, Marseille, La Rochelle, Dunkerque et Bayonne, ayant demandé qu'on interdise l'entrée des harengs qu'on saure en Hollande, un arrêt fut rendu immédiatement pour leur donner satisfaction.

Les Chambres de Commerce ne se bornaient d'ailleurs pas à transmettre les désirs de leurs concitoyens, elles

1. L'expression est de M. Ol. Martin.

2. Séance du 2 août 1742.

3. Séance du 18 décembre 1705.

avaient une véritable personnalité, elles intervenaient dans des instances¹, contractaient des emprunts et consentaient au roi « des aides » précieuses.

De plus, elles géraient des services commerciaux tels que le port de Bordeaux.

Enfin, elles élisaient le député au Conseil de Commerce. L'arrêt du 29 juin 1700 avait prévu le mode d'élection des députés : « Les corps des villes et les marchands négociants des villes ci-dessus marquées s'assembleront dans le mois de juillet prochain dans leur hôtel de chacune des villes, pour procéder à ladite élection. » De cette façon les députés pourront commencer leurs fonctions dès le mois d'octobre.

Au fur et à mesure que les Chambres de Commerce sont créées, les députés sont élus par elles, sauf à Paris où les six corps des marchands élisent eux-mêmes leur député.

Étant donnée la composition des Chambres de Commerce, il semble qu'on pouvait être assuré de la sincérité des élections du député au Conseil de Commerce, M. Germain-Martin² prétend au contraire que le plus souvent le député était imposé par l'intendant et que les élections donnaient lieu à des caballes, des libellés et à de violentes campagnes, dont ne sortait pas toujours grandi le député du Commerce³.

Les villes de commerce payaient d'ailleurs fort cher l'honneur d'avoir un député au Conseil de Commerce,

1. Séance du 8 mars 1726. La chambre de Dunkerque intervient dans une instance qui met aux prises l'inspecteur des manufactures et le capitaine d'un bateau et aussi séance du 18 février 1751.

2. Germain-Martin. « La grande industrie en France sous Louis XV », p. 74 et suiv.

3. L'élection d'un député de Marseille a été cassée parce que ses affaires étaient en mauvais état, ses biens saisis au moment où il avait été élu. Séance du 15 mars 1716.

les frais de représentation et de séjour étaient très élevés et comme on ne pouvait pas les faire supporter par le député, la Chambre de Commerce y subvenait, quitte à se dédommager par la suite en percevant des taxes.

Sous le règne de Louis XIV, le Conseil de Commerce organise l'administration du commerce. Après avoir donné des frontières à la France et l'avoir mise pour un siècle à l'abri des invasions, le Roi qui se rend compte de l'état dans lequel se trouve le royaume veut le rendre capable de reconstituer ses richesses que les guerres ont épuisées : en même temps que sera organisée la représentation des intérêts particuliers grâce aux Chambres de Commerce et aux députés du Commerce, le pouvoir central établira des organes de contrôle, il créera les intendants du commerce et organisera les juridictions consulaires.

Les intendants du Commerce. — Les intendants du Commerce paraissent avoir été créés pour servir d'éléments de symétrie aux députés du Commerce ; en réalité il semble bien que leur établissement ait été dû en grande partie aux nécessités fiscales du moment qui ramenaient la pratique des créations d'offices.

En bien d'autres cas la création d'offices a eu des effets déplorables, il semble au contraire que la création des intendants du Commerce ait correspondu réellement à un besoin. Les intendants des généralités malgré l'étendue de leurs attributions commerciales (surtout juridictionnelles) ne pouvaient pas être chargés d'instruire les affaires commerciales soumises au Conseil de Commerce, les commissaires d'autre part, étaient trop peu nombreux aussi : Au mois de mai 1708 le roi érige en titre six commissions d'intendance du commerce « pour demeurer

commises à six offices de maîtres de requêtes ». Ces offices étaient taxés à 200.000 livres. L'édit précisait leurs fonctions : « entr'autres avoir entrée et séance au Conseil de Commerce, pour faire le rapport des mémoires, demandes, propositions et affaires qui leur seront renvoyés et chacun dans le département qui leur sera distribué, rendre compte des délibérations qui y auront été prises au contrôleur général des Finances et au secrétaire d'État ayant le département de la marine, etc... »

Les départements furent répartis suivant une division géographique et cette répartition est indiquée en tête du registre des procès-verbaux du Conseil de Commerce¹.

Comme l'a remarqué M. Lelong² « les intendants du commerce étaient donc de véritables chefs de bureau des affaires commerciales ».

Aux six intendants du Commerce ainsi créés, il faut ajouter le lieutenant général de police qui remplissait le rôle d'un intendant du commerce en ce qui concernait le commerce et les manufactures de Paris. D'Aguesseau qui remplissait cette fonction siégeait au Conseil de Commerce depuis le 14 janvier 1705.

Le rôle joué dans l'administration du Commerce par les intendants du Commerce était extrêmement important d'abord parce qu'ils étaient les représentants du pouvoir central, ensuite à cause de leurs attributions au Conseil de Commerce, ou, tout à la fois, ils présentaient les requêtes étudiaient les affaires et étaient chargés par la suite de veiller à l'exécution des mesures arrêtées ainsi qu'il ressort d'une déclaration contemporaine³ : « Les fonctions d'in-

1. *Archiv. Nat.*, F¹² 55, en-tête.

2. Introduction à l'inventaire, p. xxviii.

3. 28 mars 1784, F²¹ 725.

tendant du Commerce consistent à recevoir les mémoires, demandes, propositions et affaires concernant le Commerce dans notre royaume, etc... ; à rendre compte au chancelier et garde des sceaux et aux autres ministres, correspondre avec les Chambres de Commerce, siéger au bureau ¹ et au Conseil du Commerce, à tenir la main aux lois et réglemens sur le commerce, à les faire exécuter par les commis et inspecteurs à ce préposés, à présenter en cas de vacances, des candidats pour ces emplois.² »

Les juridictions. — Colbert avait compris la nécessité de retirer aux juridictions civiles la connaissance des procès entre commerçants et de créer des tribunaux composés de personnages plus avertis que les magistrats des questions commerciales. C'est une ordonnance de 1673 qui créa les juridictions consulaires et bien entendu le Conseil de Commerce eut à intervenir chaque fois qu'il fut question de déterminer la compétence et l'organisation de ces institutions nouvelles. Les juridictions consulaires trouvent-elles quelques difficultés pour exécuter l'ordonnance de 1673 ? Le Conseil de Commerce décide d'examiner le mémoire rédigé à ce propos ³. Il abordera également le difficile problème de la compétence qui actuellement n'est pas encore résolu dans bien des cas, et, après deux examens en séance les 25 juin et 23 juillet 1704 le

1. Nous verrons qu'à ce moment-là il y avait au moins, en théorie, deux institutions distinctes, le Conseil et le bureau.

2. En tête du registre des procès-verbaux des séances du Conseil de Commerce, classé aux *Archives nationales* sous le n^o F¹ 55, figure le tableau des départemens des intendants du Commerce et le « Règlement que le Roi veut être observé dans l'ordre, distribution et rapport qui sera fait par les sieurs intendants du Commerce, des affaires qui auront été renvoyées au Conseil de Commerce ».

3. Séance du 27 février 1704.

projet sera révisé une dernière fois le 6 août¹. Il y avait en France environ soixante juridictions consulaires mais il semble bien que si le nombre en était raisonnable par contre le personnel en était trop nombreux aussi : le 14 mars 1710 le Conseil examina la proposition de supprimer les greffiers en chef et les gardes scels des juridictions consulaires et de créer à leur place un greffier en chef garde scels. En même temps il proposa d'établir vingt autres juridictions consulaires.

De nos jours, il arrive assez fréquemment que les tribunaux de Commerce reçoivent du Gouvernement des directives qui ont pour but de faire interpréter dans un sens ou dans un autre des lois en vigueur. C'est ainsi, par exemple, que pour certaines industries les tribunaux de Commerce suivant les directives du Gouvernement ne prononcent presque jamais la faillite mais accordent la liquidation judiciaire.

De même au début du XVIII^e siècle pour certaines questions telles que le paiement des lettres de change rendu délicat à effectuer par suite des changements de monnaie, le Conseil de Commerce intervient pour indiquer aux juridictions consulaires les mesures qu'il y avait lieu de prendre². Cette façon de procéder est beaucoup plus souple que celle qui consiste à faire des lois qui seront absolues et qui devront être modifiées si les conditions économiques viennent à changer.

En même temps qu'étaient organisées les juridictions commerciales, la compétence des juridictions répressives pour toutes les questions commerciales était à nouveau

1. Le texte du projet relatif à la compétence et à la procédure d'appel est rapporté dans le procès-verbal du 25 juin 1704.

2. Séance du 12 mai 1703.

fixée. Il s'agissait là d'une question très importante à raison de la multiplicité des règlements et de l'influence de la répression sur leur exécution.

Quand il n'y avait pas de seigneur haut justicier c'étaient les maires et échevins, les municipalités qui avaient la juridiction en matière de police commerciale ; leurs attributions passèrent aux lieutenants généraux de police qui étaient peu au courant des règlements et de qui on se plaignit bientôt, ce qui eut pour effet d'attribuer aux intendants toutes les affaires criminelles. C'étaient les intendants qui instruisaient les affaires de prévarication des inspecteurs, ils connaissaient des différends survenus entre inspecteurs et fabricants, des vols de laine — qui donnaient lieu à poursuites criminelles — et des vols de draps dans les manufactures ¹, ils connaissaient des contestations concernant les fabriques de papier ², des contraventions à l'arrêt du Conseil du 6 septembre 1701 servant de règlement pour les marchandises venant d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande et en général de toutes les affaires un peu délicates dont la connaissance leur était attribuée par le Conseil.

Enfin le Conseil de Commerce s'est déclaré seul compétent pour connaître de certaines affaires, en particulier un arrêt du 13 novembre 1738 porte défense à la demoiselle de la Taste et au sieur Gabaret de procéder ailleurs qu'au Conseil sur les différends relatifs au dessèchement des marais de Moricq.

Les corporations et les créations d'offices. — Le Conseil de Commerce qui, sous le règne de Louis XIV, créait l'ad-

1. Séance du 27 janvier 1757.

2. Séance du 26 février 1749.

ministration du Commerce se préoccupait beaucoup plus de la mise en place des organes de contrôle établis par le pouvoir central que de la représentation des intérêts particuliers et cela est tout de suite compréhensible si l'on veut bien se rendre compte du degré de perfection auquel était parvenue l'organisation corporative.

Comme on l'a remarqué¹ la France en 1789 n'est pas une nation de 30 millions de sujets, mais une nation organisée en corps. Cette organisation qui avait commencé spontanément dès le XIII^e siècle avait déjà atteint au début du XVIII^e un point très voisin de son état final et c'est pour cette raison qu'il fut possible de faire l'économie d'un nouvel organe de représentation primaire. Les communautés d'artisans et les corps de métiers étaient suffisamment éclairés pour assurer une bonne représentation des intérêts de leurs membres, ils étaient suffisamment nombreux pour que cette représentation fût complète. Dès l'origine du mouvement corporatif, le pouvoir royal en avait reconnu l'intérêt et l'avait soumis à son contrôle, un contrôle très libéral d'ailleurs qui laissait aux corporations une apparence d'autonomie. Mais avant même de se préoccuper véritablement de leur organisation et de leur surveillance le Conseil de Commerce prit contact avec les corporations à propos de la création des offices.

C'est Pontchartrain qui eut l'idée de la création des offices : il fallait absolument trouver de nouvelles ressources pour faire face aux dépenses de la guerre, or, les particuliers ne pouvaient plus rien donner, par contre les corporations étaient fort riches. La tentation était grande de s'adresser à elles. Le moyen employé par Pontchar-

1. Olivier Martin. *Op. cit.*, p. 19.

train s'il n'était pas très élégant était par contre fort intelligent : il consistait à transformer en offices venaux les charges de jurés des corporations qui depuis l'ordonnance de Blois de 1579, étaient élus par les membres de la communauté. Prétexte fut pris de la mauvaise police des métiers et des caballes qui marquaient les élections aux charges de jurés et un édit du mois de mars 1691 érigea en offices les charges des gardes et de jurés des corporations — mais les corporations jalouses de leurs prérogatives eurent à cœur d'éviter que ces offices fussent achetés par des particuliers et afin de pouvoir continuer à élire leurs jurés, elles payèrent finance au roi¹. C'est précisément ce qu'attendait Pontchartrain qui avait ainsi acquis la faculté, en créant de nouveaux offices, de se procurer de nouvelles ressources. Et les créations d'offices se suivirent : le 23 mars 1694, un nouvel édit portait création d'offices d'auditeurs examinateurs des comptes de chaque corps, en 1696 et en 1702 création d'offices de trésoriers de bourses communes et de deniers communs, en 1704 de contrôleurs de poids et mesures et de greffiers des apprentissages, en 1706 de contrôleur du paraphe des registres, etc...

Le Conseil de Commerce examinait les innombrables demandes qui lui étaient faites de création d'offices : le 9 février 1704, on propose de créer à Paris deux charges de contrôleur, visiteur et essayeur des ouvrages de fil d'or et d'argent trait, plat et tors. Le 5 mars on examine la proposition de créer en titre d'offices des commissionnaires royaux pour la réception et l'envoi de marchandises et denrées qui ont à passer par différents dépôts et entre-

1. V. Ol. Martin. *Op. cit.*, p. 210.

pôts avant d'arriver aux lieux de leur destination, le 30 juillet celle de créer 60 offices d'inspecteurs-visiteurs des étoffes d'or et d'argent sur soie et des galons, crépines, dentelles, franges et passementeries. Le 28 janvier 1705, celle de créer en titre d'office les commissions de secrétaire du Conseil de Commerce et de secrétaire des Chambres de Commerce.

Les villes parfois rachetaient les offices créés sur leur territoire ; c'est ainsi que la ville de Marseille racheta 1.200.000 livres les offices d'inspecteurs des manufactures de drap et de toile créés au mois d'octobre 1704 ¹.

Pour prouver que les créations d'offices étaient faites la plupart du temps dans un but fiscal, il suffira de signaler que leur suppression eut lieu dès que les finances furent améliorées et malgré l'augmentation du nombre des règlements ².

Il nous a semblé intéressant d'exposer la part prise par le Conseil de Commerce dans la création des offices parce qu'on a pu ainsi se rendre compte des rapports qui s'établirent dès le début entre l'administration du Commerce et les corporations.

Ces dernières furent utilisées telles qu'elles étaient parce qu'elles représentaient à peu près parfaitement les intérêts de leurs membres.

5° *Autres attributions.* — Le Conseil de Commerce, cependant, ne se borna pas à l'organisation de l'administration du Commerce et, dès sa création, aborda les différents problèmes qui se présentaient : ils étaient assez variés ainsi qu'on en peut juger à la lecture du procès-verbal

1. Voir séance du 20 mai 1705.

2. Voir séances du 29 décembre 1729, du 3 mai 1731 et 1^{er} mars 1736.

de la séance du 10 juin 1701¹ au cours de laquelle fut prise la résolution d'examiner les matières ci-après :

- la proposition d'honorer le commerce ;
- les griefs des négociants contre les fermiers généraux et leurs commis ;
- la proposition faite sur la liberté des voitures publiques ;
- les griefs sur les ports de lettres et paquets ;
- la proposition de régler l'ordre des paiements entre les marchands et les négociants ;
- les moyens d'empêcher les fraudes et de punir les fraudeurs ;
- le commerce des soies ;
- la proposition d'établir des Chambres de Commerce dans les principales villes du royaume ;
- la proposition de supprimer les péages et les moyens de rembourser les propriétaires ;
- la proposition de ce qu'il conviendrait de faire au sujet des terres incultes, des bois et des plantations de mûriers.

C'était là un programme. Les événements amenèrent le Conseil de Commerce à examiner bien d'autres questions relatives aux étoffes prohibées, aux espèces d'or et d'argent, aux inventions, aux fermes, à la réglementation du travail des filles sur les métiers, à la peste, aux faillites... au misérable état des manufactures de chapeaux, etc...

La plupart des questions posées requrent des solutions mais on ne peut pas dire que le Conseil de Commerce eut, en chacune de ces matières, une politique qui pourrait être étudiée. Les circonstances étaient encore trop peu

1. *Arch. Nat.*, F¹² 51 ; f. 41 v^o.

favorables à un effort de redressement pour qu'il put être tenté. Louis XIV, avant de disparaître, avait voulu forger à la France l'instrument qui lui permettrait de rétablir sa situation économique le jour où une nouvelle équipe remplacerait ses vieux collaborateurs : nous avons vu comment fut créée en quelques années l'administration du commerce, en étudiant son activité au cours du XVIII^e siècle nous pourrons juger de ses qualités.

CHAPITRE III

SOUS LA RÉGENCE, LE CONSEIL DE COMMERCE DEVIENT CONSEIL DE GOUVERNEMENT

Après la mort du Roi, le Conseil se réunit encore les 6 et 13 septembre, mais le 20 septembre 1715 : « Le Conseil assemblé, Monsieur Daguesseau a dit qu'il ne jugeait pas à propos de continuer les Assemblées du Conseil de Commerce sans savoir auparavant là-dessus les intentions de Son Altesse Royale M^{sr} le duc d'Orléans, régent du royaume, ce qui a été unanimement approuvé, et M. Daguesseau a été prié de demander sur cela les ordres de Son Altesse Royale, afin de s'y conformer¹. » A la suite de quoi la séance avait été remise au 27 septembre pour attendre de connaître les intentions de Son Altesse Royale.

Cette façon de procéder est tout à fait caractéristique : si le Conseil de Commerce n'avait été qu'une institution administrative, il n'y aurait eu aucune raison pour qu'à la mort du Roi son existence ait été mise en cause, au contraire si l'on considère le Conseil de Commerce comme un organe de gouvernement personnel créé par le roi pour l'aider à régner on comprend qu'à sa mort la raison d'être du Conseil ait cessé d'exister.

1^o *Le nouveau Conseil de Commerce.* — Le duc d'Orléans

1. Séance du 20 septembre 1715.

ayant décidé que les assemblées du Conseil de Commerce devraient continuer à se tenir comme à l'ordinaire, sans aucun changement jusqu'à nouvel ordre, dès le 27 septembre les séances reprirent.

Cependant, depuis le 15 septembre, six conseils remplaçaient les secrétaires d'État et le Contrôleur général qui avaient été supprimés ; l'essai de gouvernement aristocratique appelé polysynodie était commencé. Le Conseil de Commerce, qui dut à son caractère technique de rester deux mois à l'abri d'une telle modification, fut lui aussi transformé, il devenait un Conseil de Gouvernement au même titre que le Conseil des Finances qui remplaçait le contrôleur général des Finances. Le Conseil de Régence lui était cependant supérieur : c'était devant lui que venaient les affaires « pour y être pourvu décisivement ». En somme et malgré les apparences, le Conseil de Commerce conservait ses attributions, son pouvoir n'était pas augmenté. Par contre, sa composition avait été considérablement modifiée.

Les intendants du Commerce avaient été supprimés au mois d'octobre en même temps que certains intendants des finances et puis le Conseil fut couronné d'un état-major de grands seigneurs : les ducs de Villeroy, de Noailles de la Force d'Estrées, etc...

La première séance du nouveau Conseil eut lieu le 21 novembre, mais la déclaration du Roi portant établissement de ce Conseil n'a été faite à Vincennes que le 14 décembre ¹ et l'ordonnance servant de règlement n'a été donnée à Paris que le 4 janvier 1716.

Le nouveau Conseil avait onze membres dont deux

1. V. séance du 9 janvier 1716.

fermiers généraux qui devaient défendre les intérêts de la Ferme Générale, de plus les députés étaient maintenus et leur avis préalable était obligatoire.

Amelot qui était en fait l'âme du Conseil dont Daguesseau, trop âgé, ne s'occupait plus guère, prit rapidement la direction effective et dès la première séance ¹ demanda et obtint la création d'un bureau dans lequel seraient réglées les affaires de moindre importance. Ce bureau composé uniquement des Commissaires d'un département, devait également instruire les affaires d'une plus longue discussion, afin de les rapporter ensuite toutes digérées à l'assemblée du Conseil de Commerce.

La présidence du Conseil était dévolue au duc de la Force et Amelot, qui était le doyen des commissaires, présidait le bureau. Pratiquement Amelot présidait à la fois le bureau et le Conseil.

Ainsi, et malgré des modifications apparentes, le Conseil de Commerce restait, par sa composition et ses attributions, tel que l'avait voulu Louis XIV, prêt à jouer le rôle d'instrument de redressement économique.

2^o *L'état du Royaume.* — L'esprit ingénieux de Desmarets avait trouvé des expédients pour permettre à Louis XIV de continuer à entretenir des armées et avait réussi à dissimuler l'importance des difficultés, mais à la mort du Roi, apparut la gravité de la situation qui était ainsi décrite dans une déclaration de Louis XV au mois de décembre 1715 ² : « Il n'y avait pas le moindre fonds, ni dans notre Trésor royal, ni dans nos recettes, pour satisfaire aux dépenses les plus urgentes. Nous avons trouvé

1. Séance du 21 novembre 1715.

2. Citée par P. Gaxotte : *Le siècle de Louis XV*, p. 38.

le domaine de notre couronne aliéné, les revenus de l'État presque anéantis par une infinité de charges et de constitutions, les impositions ordinaires consommées par avance, des arrérages de toute espèce accumulés depuis plusieurs années, le cours des recettes interverti, une multitude de billets, d'ordonnances et d'assignations anticipées de tant de natures différentes et qui montaient à des sommes si considérables qu'à peine on peut en faire la supposition. »

Les particuliers n'étaient pas moins atteints et les preuves de la misère générale du royaume sont innombrables : mis à part les nombreux témoignages des contemporains tels que Vauban, nous trouvons dans les procès-verbaux des séances du Conseil de Commerce des indications précises. Les faillites et banqueroutes s'ouvrent un peu partout et le Conseil donne compétence pour en connaître aux juridictions consulaires qui se sont organisées ¹. Pour subvenir aux frais d'établissement de leur manufacture, des drapiers organisent une loterie ², et le 12 octobre 1715 on examine « le mémoire de divers particuliers sur la proposition d'accorder une surséance générale, pour un temps limité, à tous négociants, marchands, banquiers et gens d'affaires » qui ne se trouvaient pas en état de payer leurs dettes.

On sait que Noailles entreprit de rétablir une situation qui paraissait désespérée et on connaît les résultats qu'il obtint, on sait aussi que le Régent impatient ne voulut pas attendre la fin de cette tentative et préféra risquer l'aventure avec Law.

1. Voir entr'autres séances des 12 juillet, 9 août, 30 août et 6 septembre 1715.

2. Séance du 29 mars 1715.

De tout ceci on ne parle pas au Conseil du Commerce qui ne fait pas de politique : les projets de Noailles, ses réalisations, plus tard les projets de Law seront examinés au Conseil de Régence, mais le Conseil de Commerce, conseil technique, ne s'en occupera pas. Cette période de la Régence est cependant très importante pour le Conseil de Commerce : Noailles a entrepris de rétablir la situation économique, comment utilisera-t-il l'instrument que Louis XIV a forgé à cet effet ? Law réussit à donner une impulsion prodigieuse au commerce du royaume. Comment le Conseil de Commerce entreprendra-t-il de consolider les résultats acquis à la faveur d'une prospérité factice ?

D'autre part, créé depuis quinze ans, le Conseil de Commerce a déjà eu le temps de prendre une attitude en face des principaux problèmes économiques et l'on peut déjà deviner l'orientation de sa politique.

3° *Le système de Law.* — Le Conseil de Commerce n'a pas eu à intervenir pour la mise en application du système de Law, avons-nous dit, tout au plus peut-on suivre à travers les manifestations de l'activité du Conseil le développement du système et ses répercussions sur le Commerce extérieur. Tant que la prospérité dura, la réglementation fut inexistante, mais dès que les premières fissures du système apparurent, on chercha dans les règlements des remèdes qui se révélèrent inefficaces.

Pour faire préférer le papier à l'argent, Law bouleversa la monnaie du mois de mai 1719 au mois de décembre 1720, en un an et demi, il y eut 28 fixations de la valeur de l'or et 35 pour l'argent. On imagine la perturbation qu'apportaient ces multiples changements et on comprend que le Conseil de Commerce eut à intervenir à plusieurs reprises,

notamment à propos du règlement des lettres de change. La question fut posée par des négociants de Cadix qui demandaient que les lettres de change tirées d'Espagne sur la France fussent acquittées en espèces, selon leur valeur au temps de la traite ¹. Un an avant, une décision du Conseil de Commerce avait déjà réglementé la manière de faire les paiements selon la valeur plus ou moins haute des espèces ².

Pour absorber les billets créés par la banque, des comptes courants avaient été ouverts : dans sa séance du 12 mars 1721, le Conseil rédige un projet d'arrêt qui ordonne l'exécution des arrêts des 2 décembre 1720 et 23 janvier 1721, portant suppression des comptes de banque et virements de parties ³.

Telles sont à peu près les seules occasions qu'eut le Conseil de Commerce de s'occuper du système. Cette constatation est d'ailleurs tout à fait favorable à l'institution créée par Louis XIV : le Conseil de Commerce s'occupe de l'organisation du commerce du royaume et non pas des finances publiques. Il n'intervient que dans la mesure ou l'intérêt du commerce l'exige. On comprend dans ces conditions le contrôle exercé sur les corporations.

4° *Les corporations.* — Les créations d'offices avaient été les premières manifestations de l'activité du Conseil de Commerce à l'égard des corporations, elles auraient pu lui en garder une certaine méfiance ; peu à peu, cependant, les corporations s'étaient adressées à lui pour le

1. Séance du 23 janvier 1721, F¹² 68, p. 34.

2. Séance du 18 janvier 1720, F¹² 67, p. 7.

3. Un arrêt du 10 octobre 1720 avait suspendu le cours des billets à dater du 1^{er} novembre.

règlement de leurs différends et pour la solution de multiples problèmes intéressant leur vie et leur développement, si bien que le Conseil se trouvait très souvent appelé à s'ingérer dans les affaires des corporations. Cette ingérence qui était peu apparente tant que l'activité économique était réduite, se manifesta nettement lorsque le commerce reprit.

De tous les différends entre corporations que le Conseil de Commerce eut à trancher, les plus fréquents étaient ceux relatifs à la délimitation du champ d'activité propre à chacune d'elles. C'est ainsi que le Conseil de Commerce eut à connaître du procès engagé par les merciers, joailliers, quincailliers, droguistes de Blois contre les ciersgiers, chandeliers, épiciers de ladite ville¹ et c'est à la suite d'une dispute entre les verriers et les vitriers de Paris qu'un projet d'arrêt fut rédigé pour régler les conditions de transport et de vente du verre².

Parfois la démarcation entre les deux professions était si difficile à faire que les corporations se fondaient en une seule. C'est ainsi que les distillateurs de Paris ayant été menacés dans leurs droits par les limonadiers dont les statuts dataient de 1676 et la délimitation entre les professions de limonadiers et de distillateurs paraissant irréalisable, les deux corporations s'unirent pour former la corporation parisienne des distillateurs-limonadiers. Ce qui n'empêcha pas cette nouvelle corporation de se disputer par la suite avec la corporation des marchands épiciers et apothicaires épiciers³.

Les fusions de deux ou plusieurs corporations en une

1. Séance du 13 février 1716.

2. Séance du 29 juillet 1711.

3. Séance du 18 juillet 1743.

seule se produisaient aussi bien souvent dans les petites villes lorsqu'une corporation trop spécialisée se serait trouvée trop faible. Le Conseil de Commerce donnait son avis sur l'opportunité des fusions. C'est ainsi que se réunirent les marchands merciers et les marchands drapiers de Saint-Lô¹, les boutonniers de Caen et les passementiers, tissutiers et rubaniers², les bonnetiers au tricot des faubourgs de Paris et les marchands bonnetiers, les apothicaires de Provins et les marchands merciers, drapiers non fabricants, épiciers, joailliers, ciriers et chandeliers³.

Le Conseil connaissait non seulement des différends entre corporations, mais encore des disputes entre maîtres, maîtres et communautés, maîtres et compagnons.

Le sieur Berlot, ancien ouvrier d'un sieur Brindeau, avait demandé la permission d'établir à Tours une fabrique de bas au métier et son placet avait été appuyé par l'intendant de Tours, M. de Chauvelin. Brindeau réussit à obtenir de la communauté des bonnetiers de Tours qu'elle s'oppose à cet établissement dont on exposa au Conseil les inconvénients, en particulier le tort qui serait causé aux fabricants de bas au tricot. Le Conseil se renseigna et autorisa Berlot à exercer son métier car il n'y avait pas à Tours de commerce de bas au tricot⁴ et par conséquent, on ne pouvait pas craindre les inconvénients invoqués par les bonnetiers.

Une autre fois, un compagnon s'était plaint de deux maîtres qui s'opposaient à sa réception à la maîtrise : « après lecture du rapport... il a paru, d'un sentiment

1. Séance du 14 décembre 1719.

2. Séance du 24 avril 1727.

3. Séance du 10 août 1719.

4. Séance du 8 mars 1710.

unanime, que, suivant l'avis de M. Bernages, il y aurait lieu d'admettre et recevoir ledit sieur à la maîtrise ¹. »

Il n'était pas d'affaire si minime que fût son importance à laquelle le Conseil négligeât de donner une solution lorsqu'il en était prié : le juge de police ayant autorisé le sieur Trubert, maître serger à Beauvais, à garder son fils chez lui en apprentissage pendant deux ans, la communauté des sergers de Beauvais était intervenue et avait saisi le Conseil de Commerce d'une réclamation contre cette décision ; après avis de l'intendant, le Conseil de Commerce confirma la décision du juge de police ².

Dans une affaire similaire, un projet d'arrêt fut rédigé pour faire admettre comme maître orfèvre à Montpellier le fils d'un maître orfèvre de Lille ³.

Ces quelques exemples montrent bien que le Conseil de Commerce était non seulement admis par les commerçants mais encore utilisé ; en moins de quinze ans, les corporations, organes spontanés de représentation et de défense des intérêts particuliers, éléments essentiels de la structure commerciale du royaume, ont accepté le contrôle et l'autorité du Conseil de Commerce : c'est significatif.

5° *Droits et fermes.* — Pendant de longues années la politique du Conseil de Commerce en cette matière, a consisté principalement à aménager les mesures fiscales auxquelles le Gouvernement était obligé de recourir, afin de les rendre supportables par les commerçants. Nous avons vu comment les corporations avaient réagi à la

1. Séance du 23 août 1713.

2. Séance du 1^{er} mars 1715.

3. Séance du 14 décembre 1720.

suite de la création des offices qui constituait une mesure exceptionnelle, il convient d'examiner aussi l'attitude des commerçants et du Conseil de Commerce en face des fermiers des différents droits.

Depuis Colbert, la situation des fermes était bien éclaircie la Ferme générale avait réuni la plus grande partie des fermes du royaume et l'adjudication des baux se faisait selon une procédure devenue régulière. En tenant compte des résultats obtenus au cours des dernières années du bail en vigueur, le Contrôleur général préparait un tarif et mettait en adjudication un nouveau bail ; pratiquement, l'adjudicataire était un homme de paille dont les cautions étaient les fermiers généraux, toujours les mêmes, et qui constituaient une Compagnie.

Au fur et à mesure des nouvelles guerres, les rentrées des impôts baissaient et le Roi dont les besoins allaient en augmentant, demandait aux fermiers de nouvelles avances. La situation de ces derniers devenait ainsi de moins en moins avantageuse puisque d'une part ils ne pouvaient plus percevoir les droits sur lesquels ils comptaient à raison de la misère grandissante, et que d'autre part ils se trouvaient obligés de consentir au Roi des avances de plus en plus considérables. Aussi à l'expiration du bail sempert, le 4 septembre 1708, aucune offre d'adjudication intéressante n'ayant été formulée, le contrôleur général Desmarets fut obligé de mettre à la régie les gabelles, aides et les domaines comme l'étaient déjà les cinq grosses fermes ¹. Ce fut d'ailleurs sous le nom d'Ysempert que fut faite la régie prorogée d'année en année jusqu'au 9 décembre 1713. A cette date, les fermes furent à nouveau

1. P. Roux. *Les fermes d'impôts sous l'ancien régime*, p. 287.

adjugées et le 23 septembre 1719, Pillavoine, pour la Compagnie des Indes, c'est-à-dire pour Law, devint adjudicataire.

Les droits qui étaient affermés étaient multiples car à ceux qui faisaient partie de la Ferme générale, il faut ajouter tous ceux créés dans des périodes de difficultés financières et qui faisaient l'objet de petites fermes indépendantes. En plus des réclamations contre les cinq grosses fermes le Conseil de Commerce eut à connaître des doléances des commerçants contre les commis de la ferme des aides, du bureau des grains à Bordeaux, des fermes des carrosses, des coches d'eau, des diligences, des messageries et postes, des cartes du Dauphiné, du domaine d'Occident, du domaine de Flandre, des domaines de Monsieur, de la douane de Rouen, du droit sur les dentelles, du contrôle des actes, de poids, du droit sur les cuirs, des gabelles, des marques des fers, de la marque des toiles, des octrois d'Amiens, Nantes, Rennes, Lyon et de bien d'autres villes.

De toutes ces fermes, le Conseil de Commerce eut à se préoccuper, mais il n'étudiait guère que l'établissement du bail de la Ferme Générale en tenant compte tout à la fois des résultats des années précédentes et du tarif qui avait été établi. L'examen du bail des fermes était au surplus un travail de longue haleine et le Conseil de Commerce y consacrait de nombreuses séances ¹.

Quand le bail était adjugé, le contrôleur général des finances pouvait modifier le tarif sur certains points et, à la demande des commerçants ou des fermiers, les droits étaient diminués ou augmentés sur certains produits. Par exemple, lors de la séance du 9 décembre 1717, un projet

1. Nous ne citons pas les dates de ces séances qui sont fort nombreuses.

d'arrêt fut rédigé ordonnant que les mélasses ou sirops provenant du raffinage des sucres qui sortiraient de l'étendue des cinq grosses fermes, soit pour les pays étrangers, soit pour les provinces réputées étrangères, seraient exempts de tous droits de sortie et que les droits ci-devant perçus seraient restitués.

Le plus souvent les contestations naissaient à l'occasion de l'interprétation de textes plus ou moins précis entre les commerçants et les commis des fermes : les différends de ce genre sont extrêmement fréquents et le Conseil eut souvent à les trancher. Il existait cependant une juridiction spécialisée : les juges des traites, mais Colbert s'était déjà aperçu de leur partialité en faveur des commis et pour en corriger les effets il avait créé cette commission de contentieux que présidait Bellinzani et dont nous avons déjà parlé. Les attributions de cette commission de contentieux passèrent naturellement au Conseil de Commerce lorsqu'il fut créé.

Les corporations prenaient la défense de leurs membres qui étaient en difficulté avec les fermiers généraux, parfois même les maire et échevins de la ville s'en mêlaient aussi. C'est ainsi qu'une contestation eut lieu entre les maire et échevins, juges des manufactures, les marchands et les fabricants de la ville d'Amiens, d'une part, et les fermiers généraux d'autre part, sur le droit à acquitter par les étamines et camelots burails d'Amiens lorsqu'ils passaient dans les provinces réputées étrangères et à l'étranger ¹.

Parfois les demandes tendant à la diminution ou même à la suppression de certains droits étaient adressées au

1. Séance du 30 décembre 1728.

Conseil par les Chambres de Commerce ¹ ou par les inspecteurs ².

Le Conseil de Commerce eut à s'occuper encore des contestations entre adjudicataires et privilégiés, des faits et gestes des directeurs des fermes et surtout des commis. Ces derniers étaient détestés des particuliers qui les accusaient de saisir les marchandises à tort et à travers dans l'espoir de toucher la commission qui leur était allouée à la suite de chaque saisie. Si les plaintes des commerçants saisis étaient justifiées, le Conseil donnait ordre aux fermiers généraux de faire rendre les biens saisis, ce qui était extrêmement fréquent. Ainsi le Conseil ordonna aux fermiers généraux de faire rendre aux sieurs Beard et Balle, marchands de Rouen, 24 barils de brai qui, arrivés de la Caroline sur un vaisseau anglais, avaient été arrêtés par les commis des fermes. Le même jour, ordre fut donné aux fermiers généraux de faire rendre au sieur Milleton, marchand à Langres, un ballot contenant 32 pièces de toile de Saint-Gall façon de Cambrai et 40 douzaines de mouchoirs de fil, arrêté par le receveur des fermes à Bourbonne ³. Parfois, au contraire, ces saisies étaient parfaitement justifiées et les fermiers recevaient du Conseil de Commerce l'autorisation de faire vendre le bien saisi ⁴. Le 8 juin 1716, le Conseil accorda aux fermiers généraux la permission de vendre, à condition de les employer dans le royaume, des cuirs tannés d'Angleterre se trouvant à Bordeaux et appartenant aux Sieurs Poyen et Pellé, marchands raffineurs, débiteurs de la Ferme. Parfois cepen-

1. Séance du 14 septembre 1730.

2. Séance du 30 août 1742.

3. Séance du 29 juillet 1717.

4. Séance du 8 juin 1716.

dant la vente des marchandises saisies pouvait porter préjudice à certains commerçants qui s'empressaient de protester auprès du Conseil de Commerce, tels les corroyeurs de la ville de Nantes qui s'opposèrent à ce que 2.300 cuirs tannés venant d'Irlande et confisqués au profit des fermes fussent vendus à destination de l'intérieur du royaume ¹.

Nous avons quelque difficulté à imaginer à quel point les commerçants, au XVIII^e siècle, étaient à la merci des fermiers généraux. Ces derniers percevaient des droits fort nombreux et particulièrement des traites ou droits de douane qui étaient dus non seulement quand les marchandises sortaient du royaume mais encore quand elles changeaient de province.

Le calcul du droit de traite se faisait à l'aide de barèmes parfois assez compliqués et les particuliers ne pouvaient pas toujours contrôler l'exactitude du chiffre pour lequel ils étaient imposés, cela n'empêchait pas, bien au contraire, les procès de naître entre commerçants et commis des fermes. Le Conseil de Commerce intervenait alors pour trancher certains de ces différends.

Sa compétence en cette matière ne s'arrêtait pas là, le Conseil n'était pas seulement un tribunal, mais un organe de Gouvernement ; tout en jugeant, il aménageait, réduisant ou augmentant des taxes, autorisant des saisies, ordonnant des ventes ; non seulement il s'efforçait de rendre l'impôt supportable par les commerçants, mais encore il utilisait cette occasion qui lui était donnée pour orienter le commerce.

Dans tous les domaines où il exercera son activité, le

1. Séance du 18 juin 1744.

Conseil de Commerce fera du nouveau. Avant sa création la réglementation de l'industrie et du commerce n'existait pas : mis à part les règlements de Colbert sur les manufactures, seule l'organisation corporative avait été spontanément réalisée, le Gouvernement n'intervenait qu'exceptionnellement pour réglementer en détail l'activité d'une industrie. Colbert le premier avait entrepris de réglementer les manufactures afin de mieux diriger leur effort de redressement, or le Conseil de Commerce qui voyait en Colbert son véritable créateur, s'empressa de se lancer dans la voie de la réglementation dès qu'il en eut l'occasion.

A vrai dire, le triste état dans lequel se trouvait le commerce au début du XVIII^e siècle n'était guère favorable à l'élaboration de règlements : on ne pouvait pas s'attacher à des industries inexistantes ; mais dès que le Conseil en aura l'occasion il s'efforcera de contrôler toute nouvelle industrie, toute nouvelle invention, en général toute manifestation économique et commerciale. Nous allons en voir un exemple à propos de sa politique alimentaire.

6^o *Politique alimentaire.* — La France du XVIII^e siècle produisait en général, chaque année, la quantité de grain nécessaire à son usage ; les années d'abondance elle pouvait exporter un peu de son excédent, par contre les années de disette, elle devait s'efforcer de se procurer des blés étrangers. De plus, les douanes qui existaient à l'intérieur du royaume et la lenteur des transports contribuaient à rendre difficile l'égale répartition des grains sur tout le territoire. Le Conseil de Commerce se préoccupera d'assurer cette répartition et essaiera d'éviter les effets des disettes par des mesures préventives.

Dans sa séance du 27 janvier 1704, le Conseil de Commerce avait pris la résolution d'examiner, dans une prochaine séance le mémoire qui avait été demandé sur les grains « pour savoir s'il convient d'accorder la liberté de les commercer de province en province ». En effet, afin de constituer des cloisons étanches, le transport des grains d'une province à l'autre était soumis à des règlements restrictifs ; laissés à la disposition de l'intendant, ces règlements pouvaient être abolis et institués à nouveau à la suite d'une disette. Les mesures de protection intérieure étaient prises concurremment avec des mesures de protection vis-à-vis de l'étranger.

Quand l'année avait été particulièrement bonne à l'intérieur du royaume les intendants se montraient plus larges pour autoriser les transports de grains et le Conseil de Commerce permettait aux particuliers de vendre leurs grains à l'étranger.

Mais qu'une disette menace, les intendants fermeront les barrières des douanes intérieures, les exportations seront interdites et les importateurs de blé seront encouragés.

A la fin de l'année 1706, la récolte avait été abondante et le Roi accorda la permission d'envoyer des blés en Hollande ¹. De même en 1708, nombreux sont les envois de blé de France à l'étranger : du Poitou et par le port de Bordeaux des navires vont porter le blé français en Espagne, au Portugal ², un projet d'arrêt est même rédigé sur la proposition de permettre les transports des blés, de province en province sans payer aucuns droits ³. Ces

1. Séance du 17 décembre 1706.

2. Séances des 10 février, 16 mars, 18 mai, 8 juin 1708.

3. Séance du 19 septembre 1708.

exportations massives inquiètent d'ailleurs l'intendant de Bordeaux qui craint une disette pour l'hiver suivant et qui propose d'acheter du blé à des maîtres de navires qui l'apporteraient de la Baltique¹. Ces craintes étaient probablement justifiées puisque l'année suivante on fut obligé de se procurer des blés apportés par des marchands vénitiens et que pour encourager les importations de blé, on autorisa les marchands qui s'y livraient à introduire certaines marchandises prohibées². La libre circulation des grains qui avait été décidée en 1708, sera suspendue dès 1710 à la suite de la disette ; en 1712 le Conseil reçoit un placet des négociants de Bordeaux, Bayonne et La Rochelle qui demandent la permission de faire venir des blés d'Irlande ; cette permission leur est accordée, la disette ne prendra vraiment fin qu'en 1715. Cette année-là, on rétablit la libre circulation à l'intérieur du royaume et, comme les années d'abondance vont se succédant, des permissions de transports de blé hors du royaume seront données.

Le 9 janvier 1716, la permission d'exporter est prorogée jusqu'au 1^{er} avril, le 12 mars nouvelle prorogation jusqu'au 1^{er} juillet, le 17 juin prorogation jusqu'au 1^{er} septembre 1716 et ainsi de suite... le 1^{er} septembre 1718 un projet d'arrêt permet la sortie des grains jusqu'au 1^{er} mars 1719, enfin le 19 octobre 1719 un projet d'arrêt est rédigé conservant le libre transport des blés, grains, légumes et comestibles de toutes sortes dans les différentes provinces du royaume.

Après cette date le Conseil de Commerce ne s'occupera

1. Séance du 11 août 1708.

2. Séance du 23 octobre 1709.

plus du blé : le problème du blé est devenu un problème politique et le Conseil de Commerce qui est un Conseil technique ne peut évidemment pas en connaître. Tout au plus avant que ne soit signé le fameux « Pacte de famine » dont le légende a maintenant vécu ¹ demandera-t-on aux députés du commerce leur avis sur la question de la libre sortie des grains ².

7° *Le machinisme.* — Au moment même où la question du blé cessait d'intéresser le Conseil de Commerce, celui-ci s'attaquait au machinisme naissant. Il est devenu banal de qualifier le XIX^e siècle, de siècle du machinisme, mais l'expression est exacte : si l'on veut dire par là qu'au cours de ce siècle la machine a remporté ses premières grandes victoires sur l'homme. Il ne faut pas perdre de vue cependant que le siècle qui a assisté à la naissance de la machine, qui en a vu les dangers, qui l'a domptée, c'est le XVIII^e siècle.

Deux choses sont tout à fait remarquables dans l'histoire du machinisme au XVIII^e siècle : d'abord la rapidité avec laquelle le danger du machinisme a été deviné, ensuite le succès obtenu par la réglementation en cette matière.

Tout d'abord, remarquons ici que le machinisme consiste essentiellement dans le remplacement de la main-d'œuvre humaine par des machines pour l'exécution d'un travail. Si cette définition est acceptée, le machinisme n'existait pas avant le XVIII^e siècle puisque les métiers à tisser qui, de tout temps, avaient existé n'avaient jamais remplacé la seule main de l'homme. Par contre, un nouveau problème était posé avec l'apparition des métiers

1. Biollay. Le pacte de famine.

2. Séance du 9 février 1764.

à bas qui permettaient de faire avec une machine les bas qui étaient auparavant tricotés à la main par les bonnetiers. L'industrie de ces derniers était vraiment menacée par l'apparition des métiers et nous avons vu les moyens employés par les bonnetiers de Tours pour s'opposer à l'installation d'un fabricant de bas au métier dans leur ville. La nécessité apparut bien vite de réglementer l'installation des métiers à bas et le 15 octobre 1717, le Conseil de Commerce rédige un projet d'arrêt ordonnant que les ouvriers en bas au métier de la Généralité d'Amiens ne pourront s'établir qu'à Amiens et dans les villes indiquées par l'arrêt du 30 mars 1700 et à Péronne, « pour ne pas préjudicier à la fabrique des bas au tricot qui procure la subsistance à un grand nombre de sujets de Sa Majesté de tous âges et de tout sexe ». Peu à peu la liste des villes où l'on pourra fabriquer des bas au métier, s'allongera, le 13 juin 1720 un projet d'arrêt ajoute la ville de Valenciennes, le 1^{er} mars 1725 Arles, Tarascon et Apt.

Les métiers à bas seront installés bientôt dans toutes les villes de France, mais grâce à une réglementation très objective, leur apparition n'aura pas été une cause de ruine pour les fabricants de bas au tricot qui seront les premiers à faire l'acquisition d'un métier quand ils le pourront, ni une cause de chômage pour leurs ouvriers qui n'ont été remplacés que très progressivement.

Cette réglementation n'est pas une réaction contre les abus du machinisme qui naissait alors et dont on n'avait pas encore eu à se plaindre, c'est vraiment une instructive méfiance contre ce nouvel ordre de choses dont les conséquences semblent avoir été prévues. On peut parfois reprocher au Conseil de Commerce d'avoir freiné l'essor du commerce par une réglementation excessive, mais il

faut lui rendre cette justice qu'il a su deviner les problèmes que poserait par la suite le machinisme, et qu'à l'avance il en a facilité la solution. Cette prévoyance qui n'était au fond que le résultat d'une bonne organisation s'étendait non seulement au machinisme, mais encore à la main-d'œuvre, aux industries nouvelles, aux inventions. Le travail était réglementé ¹, ce qui eut pour conséquence de réduire au minimum les grèves, les coalitions, les inventions étaient examinées avec soin avant d'être subventionnées ou même simplement autorisées, les mines étaient concédées malgré la nouveauté de ce genre d'exploitation. En un mot, au moment où l'industrie semble vouloir se fonder sur des nouveaux principes qui lui permettront d'en arriver à l'état actuel, des cadres seront déjà montés qui éviteront qu'à son début la mise en application des nouveaux procédés industriels ne provoque la ruine. De plus la réglementation aura eu ce résultat positif de soutenir l'industrie nationale à un moment particulièrement difficile alors que la monnaie est instable, que les plus raisonnables esprits se livrent à la spéculation et que dans le royaume bouleversé la plus grande misère se trouve à côté de la plus grande opulence.

Grâce à la sagesse d'un Daguesseau, d'un Amelot, le commerce français aura été tenu, autant qu'il aura été possible, à l'écart des bouleversements provoqués par les expériences de Law et, à la fin de la régence, quand les Conseils de Gouvernement seront supprimés et que le Conseil de Commerce sera redevenu Bureau, la situation du commerce sera incomparablement plus brillante qu'à la mort de Louis XIV.

1. V. séance du 11 décembre 1711, à propos du travail des filles sur les métiers et des savonniers de Marseille, 14 juillet 1706.

CHAPITRE IV

DISPARITION DU CONSEIL DE COMMERCE ET CRÉATION DU BUREAU DU COMMERCE

Tous les Conseils de Gouvernement créés sous la régence avaient été supprimés en 1718 et la direction des affaires revint aux ministres, le Conseil de Commerce dura jusqu'en 1722, et disparut à son tour, mais s'il survécut ainsi quelques années aux autres conseils, il n'en avait pas moins subi d'importantes modifications qui avaient consisté dans la création d'un bureau particulier et l'adjonction de nouveaux membres en application d'un règlement du 24 octobre 1718.

Dès le 22 juin 1722, un nouveau bureau remplaça le Conseil qui venait d'être supprimé : par sa composition il reprenait l'aspect du Conseil de Commerce du 19 juin 1700 ; il comprenait en effet huit membres dont le contrôleur général des finances, un des conseillers du Conseil de Marine, le lieutenant général de police, les cinq autres étaient choisis par le Roi parmi des conseillers d'État et des maîtres des requêtes. Bien entendu les députés étaient conservés et en plus, à la première séance assistaient trois fermiers généraux qui continuèrent à venir par la suite. Au mois de juin 1724, les intendants du commerce, au nombre de quatre furent rétablis, ils avaient chacun un département et le lieutenant général de police s'occupait

de Paris. Le bureau du commerce conserva cet aspect jusqu'à la veille de la Révolution.

Cependant, avec la mission de régler « les principales et les plus importantes matières de commerce » avait été créé le 29 mai 1730 un Conseil royal de Commerce, il ne fut réuni au Conseil royal des Finances qu'à la veille de la Révolution, mais son importance fut à peu près nulle, les séances étaient extrêmement rares, cinq ou six ans s'écoulant parfois sans que le Roi en tint.

On ne peut pas reconnaître en cette institution nouvelle l'ancien Conseil, le véritable héritier du Conseil de 1700 est le bureau du Commerce, seul il répondait à la définition du Conseil. Nous ne nous occuperons que de lui seul à l'exclusion du Conseil de 1730.

Sous la direction d'Amelot et de Fagon, le bureau du Commerce limitera les dommages causés au commerce par le « système » et rétablira peu à peu l'ordre. Ce résultat sera obtenu d'ailleurs au prix d'une réglementation excessive, suite normale d'une excessive liberté et prétexte à un nouvel essai libéral.

Après l'expérience de Law, le Bureau du Commerce stabilise la monnaie. — Les prix sous l'ancien régime, s'exprimaient en livres, mais les monnaies n'étaient pas frappées en livres : il y avait des pièces d'or qui étaient les louis et les pièces d'argent les écus. Le louis, pas plus que l'écu, ne portait indication de sa valeur, mais des déclarations du roi la fixaient par rapport à la livre et l'un par rapport à l'autre. On comprend, dans ces conditions, que les variations de valeur de la monnaie aient été extrêmement fréquentes. A une époque où les espèces étaient rares, le crédit très restreint et la dette de l'État relativement très mi-

nime, ces variations dont le roi tirait grand profit, avaient assez peu de répercussion sur le commerce du royaume.

Par contre, c'était un moyen radical de réduire la dette.

Quand Law voulut faire acheter ses billets, il eut à lutter contre une prévention instinctive envers ces papiers qui n'inspiraient pas confiance.

L'inspecteur d'Alençon, à une réunion du 25 octobre 1720 avait décrit le mal « que font au commerce les billets de banque » et il avait demandé à ne pas être payé de ses appointements en billets. Ces inquiétudes de l'inspecteur sont celles d'une grande partie des sujets du royaume, on ne croit pas que les billets conserveront leur valeur : Law, pour faire acheter ses billets, conçoit alors l'idée de discréditer les espèces d'or et d'argent qui seules avaient inspiré confiance jusquelà, en changeant leur valeur très fréquemment. Du mois de mai 1719 au mois de décembre 1720, en un an et demi, il y eut 28 fixations pour l'or et 35 pour l'argent ¹.

Le Système avait eu pour principale conséquence d'augmenter le crédit, or, au fur et à mesure que le crédit se développait, les conséquences des variations de la valeur des espèces devenaient de plus en plus préjudiciables aux intérêts du Commerce : à tel point que le Bureau du Commerce dût se préoccuper d'en atténuer les effets. Le contrôleur général Dodun, inspiré et guidé par les frères Paris, pratiqua la déflation dans l'espoir de faire baisser les prix : le louis qui valait 24 livres en février 1724, ne valait plus que 14 livres en décembre 1725, mais suivant la règle établie, les prix ne baissèrent pas en conséquence et le contrôleur général fut obligé de faire taxer certains pro-

1. E. Levasseur. *Histoire du Commerce de la France*.

duits. Le Bureau du Commerce, à sa séance du 12 octobre 1724, fixa les prix de vente : pour les draps fins des manufactures des sieurs Van Robais à Abbeville, Rousseau et Pagnon à Sedan, et de Julicenne à Paris.

— pour les serges, bouracan et autres étoffes de laine.

— pour les étoffes de soie mêlées d'or et d'argent, velours ciselés, ras et pleins, damas et autres étoffes de soie pure.

— pour les jetons d'argent.

Les choses n'en restèrent pas là et le Bureau ayant proposé ¹ de diminuer successivement le prix des draps des principales manufactures de France, un règlement fut pris par le contrôleur général confirmant l'avis du Bureau et fixant les prix de vente au détail des draps ².

On continuait cependant à pratiquer la déflation, dans l'espoir d'abaisser le coût de la vie, on raréfiait la monnaie, mais le 20 décembre 1725, on lut en séance un mémoire du prévôt des marchands et des échevins de la ville de Lyon « sur les difficultés qui se sont élevées au sujet de l'arrêt du 4 décembre dernier annonçant une diminution sur les espèces d'or et d'argent à partir du 1^{er} janvier 1726 ». Un mois plus tard, le 31 janvier 1726, nouvelle plainte contenue dans une lettre des juges et consuls de Dijon « au sujet des difficultés auxquelles a donné lieu la récente diminution des espèces pour le paiement des lettres de change ».

Il se passait ceci en effet que les créanciers du montant d'une lettre de change attendaient pour réclamer leur dû que la valeur des espèces ait diminué et espéraient ainsi toucher les nouvelles espèces. Les débiteurs, par contre, avaient intérêt à se libérer au plus tôt.

1. Séance du 9 novembre 1724.

2. Séance du 1^{er} décembre 1724.

Cette situation n'était pas nouvelle, car pareil problème s'était déjà posé en 1700 et en 1713-1714 et à cette dernière date il avait été résolu de la façon suivante : à la suite d'une lettre du prévôt des marchands de Lyon qui avait été examinée par le Conseil en sa séance du 17 novembre 1713 un projet de règlement général avait été rédigé à la séance du 29 novembre 1713 :

« Le Conseil assemblé chez Monsieur Daguesseau, lecture a été faite d'une lettre que Monsieur le Contrôleur Général lui a adressée le 25 de ce mois au sujet d'un règlement général qu'on propose pour le paiement des billets et lettres de change, par rapport aux diminutions ordonnées sur les espèces par l'arrêt du 30 septembre dernier, sur quoi après que les députés ont été entendus et que cette matière a été examinée et discutée à fond il a paru d'un sentiment unanime qu'il devait être rendu une déclaration du Roi par laquelle il sera ordonné que tous porteurs de lettres et billets de change et billets payables au porteur ou à ordre seront tenus d'en faire la demande aux débiteurs par une sommation, le dixième jour préfixé après l'échéance, sinon, à faute de ce, les porteurs des dits lettres et billets seront obligés d'en recevoir le payement suivant le cours et la valeur que les espèces auront ce même dixième jour. Et réciproquement les débiteurs des dits lettres et billets ne pourront obliger les porteurs d'en recevoir le payement avant ce même dixième jour. Et à l'égard des billets et promesses d'aliment, marchandise qui suivant l'usage ordinaire ne se payent qu'un mois après l'échéance, les porteurs seront tenus d'en faire la demande par une sommation le dernier jour du mois après l'échéance, sinon et à faute de ce, seront obligés d'en recevoir le payement suivant le cours et la valeur que les espèces auront le

même jour dernier du dit mois après l'échéance et réciproquement les débiteurs des susdits billets et promesses ne pourront obliger les porteurs d'en recevoir le paiement avant le même jour dernier du dit mois et que néanmoins ceux qui auront fait des promesses pour marchandise dont l'escompte aura été stipulé puissent se libérer et acquitter les sommes contenues en leur promesse pourvu qu'ils en fassent le paiement trente jours francs avant le jour marqué pour la diminution des espèces, faute de quoi il ne pourrait faire les dits paiements que dans les sommes portées par les dites promesses et qu'au surplus la déclaration du Roi du 16 mars 1700 sera exécutée en ce qui n'est pas contraire à la minute de la déclaration ci-dessus dont M. Amelot du Chaillou a été prié de rendre compte à M. le Contrôleur général ¹. »

Les dispositions de cette déclaration paraissaient ne pas devoir prêter à confusion tant l'esprit qui avait présidé à sa rédaction était apparent, cependant les usages auxquels on s'était référé n'étaient pas les mêmes pour tout le royaume et à la suite d'une demande des juges et consuls de Bordeaux une nouvelle déclaration fut faite. Le Conseil avait été interrogé sur la question de savoir si la déclaration du 28 novembre 1713 s'appliquait également lorsque les usagers du pays avaient fixé un délai autre que le délai de dix jours. Une nouvelle déclaration précisa que seules avaient été visées les villes où le délai était de dix jours et que pour les autres villes on tiendrait compte des délais fixés par l'usage.

Il avait été bien facile au Bureau du Commerce de remédier aux inconvénients qui résultaient de la dimi-

1. *Arch. Nat.*, F¹² 58, p. 218.

nution des espèces pour les porteurs et souscripteurs de lettres de change : malheureusement la diminution des espèces avait bien d'autres effets, le plus grave était l'insuffisance du numéraire : phénomène particulièrement gênant à une époque où le crédit était très peu employé surtout depuis la faillite du « système ». L'inspecteur qui relatait ce qui s'était passé à la foire tenue à Caen le lendemain de la Quasimodo¹ signalait le mal et espérait le remède. Cette année-là (en 1726) « le débit » de la foire ne s'était élevé qu'à 3.791.591 livres, en diminution de 1.063.210 livres sur l'année précédente. Cette diminution provient du fait qu'il n'y avait pas d'espèces et l'inspecteur espère que « la prochaine augmentation des espèces produira l'effet de rendre l'argent plus commun et de ranimer le commerce ».

L'augmentation des espèces fut décidée par Dodun lui-même qui venait de se rendre compte de l'inefficacité de la déflation telle qu'elle venait d'être appliquée du moins.

Le louis qui était descendu à 14 livres et l'écu à 3 livres 10 sous, furent reportés bientôt à 24 et à 6, mais cette fois-ci la variation de valeur fut accompagnée d'une refonte des monnaies.

Ce qui n'empêcha pas les inconvénients signalés à propos de la diminution des espèces de se produire à nouveau, mais en sens inverse. Le 27 juin 1726, les négociants et les juges et consuls des principales villes du royaume remirent un mémoire au sujet des difficultés « qui naissent à l'occasion de l'augmentation des espèces d'or et d'argent », sur la manière d'acquitter les lettres de change

1. Séance du 27 juin 1726.

et billets à ordre. En réponse au mémoire le Conseil décida de faire une nouvelle déclaration semblable à celle du 28 novembre 1713.

Les commerçants ayant fait remarquer toutefois que les sommations n'étaient plus justifiées dans les mêmes conditions, une nouvelle déclaration de mise au point est rédigée : « En conséquence ordonnons que faute par les débiteurs d'avoir satisfait aux sommations à eux faites par leurs créanciers, ils seront tenus de l'augmentation arrivée sur les espèces ¹. »

Au surplus cette augmentation aura été la dernière variation subie par les espèces : un édit du 26 mai 1726 fixa pour six mois la valeur de la monnaie : le louis vaudra 24 livres, l'écu en vaudra 6, de six en six mois l'arrêt était confirmé. Enfin le 11 novembre 1738, un arrêt décida que les valeurs des monnaies étaient fixées une fois pour toutes et de fait il n'y eut plus de changement jusqu'à la Révolution.

On a attaché une grande importance à l'édit du 26 mai 1726 ce qui est tout à fait justifié : il est certain en effet que le commerce pour repartir avait besoin de garanties dont la principale était la certitude d'une monnaie stable — jusque là les changements de monnaies avaient assez peu affecté le commerce parce qu'ils étaient peu fréquents mais Law avait à ce point abusé des variations de monnaies que la crainte paralysait les commerçants. La stabilisation de la valeur de la monnaie marque le début d'une ère de prospérité et l'on peut prétendre avec certitude que cette mesure était une condition *sine qua non* du redressement économique opéré après les désastres du Système.

1. Séance du 4 juillet 1726.

Malgré les attaques dirigées contre la stabilité de la livre, aucun changement ne survint dans la valeur de la monnaie jusqu'en 1785 : une déclaration du 30 octobre fut faite aux termes de laquelle de nouvelles pièces d'or seraient fabriquées, de même valeur, mais de poids inférieur afin de maintenir le rapport entre l'or et l'argent. Mis à part ce changement rendu indispensable par les modifications survenues dans la valeur des espèces, la livre était vraiment stabilisée depuis le 26 mai 1726.

CHAPITRE V

LE BUREAU DE COMMERCE ET LA RÉGLEMENTATION

En raison même de la forme du Gouvernement et aussi du caractère des hommes qui se trouvaient alors au pouvoir, le période de la Régence fut marquée par le recours habituel aux solutions faciles. En matière politique ce système aboutit à rendre les Parlements insupportables, en matière monétaire il conduisit à l'inflation, et en matière commerciale au libéralisme. Ces trois maux sont comparables par leur gravité. Ils ont été bien décelés par les contemporains et la réaction se produisit en même temps contre eux trois : Louis XV humilie le Parlement à l'occasion de l'enregistrement de la déclaration relative au Jansénisme et le met à la raison, la monnaie est stabilisée, le souvenir du libéralisme économique est effacé par une réglementation systématique.

Le mouvement de balancier auquel on compare les changements de doctrine qui se produisent successivement dans un sens et dans un autre, est particulièrement net ici, en matière commerciale : sous la régence, le relâchement avait été considérable et le Gouvernement se contentait, la plupart du temps, d'observer les phénomènes économiques, persuadé que la liberté absolue orienterait l'économie obligatoirement dans la bonne direction. Le libéralisme de la Régence était né en réaction

contre les idées de réglementation de Colbert qui avaient eu cours jusqu'à la fin du règne de Louis XIV. Quand le libéralisme aura eu fait faillite, c'est le souvenir de Colbert qui s'imposera à nouveau et son esprit animera en particulier le Bureau de Commerce qui se lance à la suite de Fagon dans la réglementation à outrance.

1^o *Réglementation des corporations.* — L'organisation commerciale se prêtait tout à fait aux règlements puisque les corporations étaient déjà réglementées par définition et que lors de la création des manufactures, des règlements très précis en prévirent le fonctionnement.

Si les corporations étaient des créations spontanées par définition, il n'en est pas moins vrai que le Gouvernement sanctionnait leur existence et possédait ainsi un droit de contrôle.

Pour que l'existence d'une corporation fut officiellement reconnue, des lettres patentes devaient lui être délivrées par le garde des sceaux après avis du Contrôleur général des finances. Lorsqu'une corporation voulait faire sanctionner son existence, elle soumettait ses statuts au Contrôleur général qui les faisait examiner par le Bureau de Commerce. Bien entendu le Contrôleur général suivait l'avis émis par le Bureau de Commerce dont l'importance en cette matière apparaît ainsi nettement.

En fait, le Bureau de Commerce a connaissance des statuts de toutes les corporations et décide s'il y a lieu ou non de les homologuer. Son avis prévaut et emporte la décision du Contrôleur général même quand l'intendant et les officiers de police ne sont pas d'accord avec les députés¹. Entre 1725 et 1745, les demandes d'homologation

1. Séance du 26 novembre 1744.

de statuts sont extrêmement nombreuses et sont présentées par les orfèvres de Tours, les bouchers d'Angoulême ¹, les drapiers chaussetiers de Laon, les cordonniers d'Angoulême ², les maîtres gantiers de Paris ³, les bonnetiers de Saintes ⁴, les serruriers de Bourges ⁵, les menuisiers de Vernon, les parfumeurs, les cordiers du Puy ⁶, les futailiers — tourneurs — cornetiers de la ville et banlieue de Rouen ⁷, les merciers — drapiers, — grossiers — joailliers — épiciers — ciriers — droguistes et chandeliers de la ville de Gisors, les bonnetiers de Beauvais, les marchands drapiers-toiliers — quincailliers — fourbisseurs, gantiers — parfumeurs de Toulon ⁸, les tourneurs — tabletiers de Lyon, les sergers de Montauban, les maîtres teinturiers de Lille, les broquiers et tonneliers de Nîmes, les maîtres fripiers de Toulouse, les maîtres cartiers de Marseille ⁹, les menuisiers de Reims, les menuisiers de Provins, les merciers-grossiers-joailliers du Havre, etc...

Chaque fois qu'une corporation se crée, chaque fois qu'elle renouvelle ses statuts, le Conseil de Commerce intervient : il serait inexact de penser cependant que le Conseil de Commerce n'intervenait que pour restreindre arbitrairement et systématiquement la liberté laissée aux commerçants ; sans doute il ne manquait pas d'affirmer l'état de dépendance dans lequel les corporations se trou-

1. Séance du 26 avril 1725.
2. Séance du 17 mai 1725.
3. Séance du 7 juin 1725.
4. Séance du 19 juillet 1725.
5. Séance du 26 juillet 1725.
6. Séance du 24 avril 1727.
7. Séance du 1^{er} mai 1727.
8. Séance du 28 mai 1728.
9. Séance du 4 janvier 1731.

vaient vis-à-vis de lui, mais il n'allait pas jusqu'à compromettre l'intérêt du commerce et des habitants pour accroître cette dépendance.

Le Conseil de Commerce contrôle la création et la vie des corporations, mais dans l'intérêt du commerce et des habitants ; s'il estime qu'une corporation est inutile, et malgré l'édit de 1673 qui enjoignait aux commerçants de se constituer en maîtrises, le Conseil de Commerce rejette les statuts proposés. Il en a été ainsi des statuts présentés pour réunir les bouchonniers de liège avec les patenôtriers, cornetiers, volantiers : ils ont été rejetés et permission fut accordée à toute personne de faire et vendre des bouchons de liège ¹.

Semblable mésaventure survint aux pâtissiers-rôtisseurs de Saumur : ceux-ci avaient demandé l'homologation de nouveaux statuts qui leur fut refusée :

« 1^o Parce que depuis cent-cinquante ans ces pâtissiers exercent leur profession sans que le public se soit plaint des prétendues entreprises qui leur servent de prétexte et sans s'en être plaint eux-mêmes. »

2^o Parce que si on exécutait ces statuts comme ils sont proposés, le public serait extrêmement gêné et ils feraient tort à deux autres communautés qui sont les « chaireutiers » et les cabaretiers qui ne manqueraient pas de former leur opposition à l'enregistrement des lettres patentes que ces pâtissiers demandent.

3^o Parce que le Bureau s'est formé une jurisprudence depuis quelques années de ne point accorder de nouveaux statuts pour la raison qu'ils empêchent la liberté de commerce et qu'ils sont une source de procès ². »

1. Séance du 7 décembre 1724.

2. Séance du 26 novembre 1744.

Si le Bureau du Commerce n'intervient pas toujours pour restreindre la liberté du commerce, il n'en est pas moins vrai qu'il intervient à chaque occasion : les corporations de tout le royaume ont affaire à lui : à travers les procès-verbaux on voit tout le petit commerce français vivre et prospérer dans le cadre de ces corporations.

A cette époque l'intervention du Gouvernement en matière économique va se trouver justifiée pour une autre raison : les corporations groupaient des intérêts locaux, elles représentaient des marchands d'une ville mais se préoccupaient peu ou pas de ce qui se passait ailleurs : il n'y avait pas d'organisation chargée de coordonner les efforts des corporations des différentes villes ni même de tenir au courant les unes des besoins des autres. En l'absence de tout organe intermédiaire, le Bureau du Commerce s'efforcera de dégager la politique favorable à l'ensemble des corporations d'une même profession et essaiera ensuite de la faire adopter. Il est à remarquer que s'il n'existait pas en province de fédération pour représenter des intérêts économiques plus étendus que ceux d'une seule corporation, les six corps de Paris répondaient à ce besoin et s'acquittaient de leur tâche d'une façon très brillante. En plus des questions de politique générale des corporations, le Conseil de Commerce était la seule institution à pouvoir déterminer sans parti pris et avec suffisamment de recul, où se trouvait l'intérêt de la corporation : seul il pourra homologuer les règlements établis au sein même des corporations et relatifs au nombre des maîtres, au nombre des apprentis, aux conditions de travail.

La limitation du nombre des maîtres était absolument nécessaire à une époque où tout était organisé en vue d'as-

surer le travail à tous les membres des corporations. La diminution du nombre des entreprises était évitée au moyen d'une loi qui interdisait à tout maître d'avoir plus d'une entreprise, l'augmentation du nombre des entreprises ne pouvait se produire que si la corporation en décidait ainsi. Mais il ne suffisait pas de maintenir un nombre convenable d'entreprises, encore fallait-il que le personnel de la corporation fut assez nombreux pour assurer la vie de la corporation, il fallait aussi que chacun ait du travail et on en était ainsi amené à la limitation du nombre des apprentis. En effet, obligatoirement on débutait dans la corporation en qualité d'apprenti : en limitant le nombre d'apprentis, on limitait du même coup l'effectif de la corporation. En imposant à chaque patron un minimum d'apprentis on assurait le renouvellement du personnel. Le Bureau du Commerce en fixant le nombre des maîtres à recevoir et les apprentis se trouve à même de contrôler le vie et le développement des corporations. A la séance du Bureau du Commerce du 27 décembre 1725, défense est faite de recevoir de nouveaux apprentis marchands drapiers drapants de Carcassonne pendant trois ans, la même défense est renouvelée le 4 mars 1728 et le 21 décembre 1731.

En principe, chaque maître devait avoir un apprenti, pour quelques professions, cependant ce n'est pas obligatoire et c'est ainsi que les gardes jurés de la draperie de Sedan sont obligés de demander l'homologation d'une délibération en vertu de laquelle chaque maître drapier entretenant quatre métiers sera tenu de se pourvoir d'un apprenti¹. Il semble d'ailleurs qu'on n'ait pas eu bien

1. Séance du 20 février 1744.

souvent à encourager les maîtres à prendre des apprentis. Les interventions consistaient plutôt à limiter le nombre des apprentis dans l'intérêt même de leur formation qui était d'autant meilleure qu'ils étaient moins nombreux et aussi parce que c'était au fond le meilleur moyen d'éviter le chômage dans la profession.

Le but recherché, une fois atteint et si la nouvelle réglementation présentait des inconvénients, on revenait à l'ancien système qui avait été provisoirement modifié et on demandait la levée des défenses : c'est ce que firent les orfèvres à Paris ¹.

Les séances au cours desquelles le Conseil eut à se prononcer sur la limitation du nombre des maîtres et apprentis sont extrêmement nombreuses, on peut citer entre autres : 3 mai 1731, 26 août 1734, 28 février 1737, 14 mai 1739.

Beaucoup plus rares étaient les interventions du Bureau du Commerce pour réglementer le travail dans le cadre des corporations, elles se sont produites parfois à cette époque de réglementation à outrance : un arrêt du 21 février 1737 défend aux blanchisseurs établis dans les provinces de Picardie, Artois, Flandre française, Hainaut et Cambrésis et dans les généralités de Paris et de Soissons de blanchir aucune toile avant le 15 mars et après le 30 septembre et on en pourrait trouver quelques autres dans ce sens, mais d'une façon générale le Bureau du Commerce laisse les corporations organiser leur travail comme elles l'entendent : elles sont les principales intéressées : on peut leur faire confiance pour que les prix soient raisonnablement fixés et que la qualité soit maintenue.

1. Séances des 15 avril et 29 mai 1734.

Même dans une période où l'ingérence du Gouvernement dans les affaires du commerce se manifestait aussi vivement, le Bureau du Commerce n'avait au fond qu'une influence très faible sur le sort des corporations et leur vie propre : sans doute les procès-verbaux des séances du Bureau se rapportent en très grand nombre à des questions intéressant les corporations, mais il faut rechercher la raison de cette fréquence dans le fait que les corporations seules existent par rapport au Gouvernement qui ne connaît les maîtres, compagnons ou apprentis qu'à travers la corporation.

2° *Les manufactures.* — Les corporations ont été organisées spontanément et le Gouvernement a simplement sanctionné leur existence, on comprend qu'il lui sera difficile de s'immiscer dans leurs affaires. C'est au contraire sur l'initiative du Gouvernement qu'ont été créées et organisées les manufactures et cette origine explique leur dépendance.

De 1715 à 1730, le Conseil de Commerce n'a pas délibéré moins de 215 règlements de manufactures¹ et de 1730 à 1750, si les nouveaux règlements ont été moins fréquents les anciens continuaient à être strictement exécutés. Au cours de la période qui s'étend de la fin de la Régence aux environs de 1750 le Bureau du Commerce va s'efforcer d'encourager le commerce en le réglementant. Ses interventions seront très fréquentes en matières de commerce intérieur et on peut dire qu'au cours de cette période le Bureau du Commerce a manifesté sa plus grande activité.

1. Chiffre cité par M. Germain-Martin. « La Grande industrie en France sous le règne de Louis XV ».

Le Bureau du Commerce est intervenu pour déterminer la quantité et la qualité de la production des manufactures.

Réglementation de la quantité. — Pour pouvoir effectuer la répartition du travail entre les centres producteurs, deux éléments étaient nécessaires au Bureau du Commerce : l'état des « besoins » et l'état des manufactures, une fois ces deux renseignements obtenus, il était facile d'effectuer la répartition du travail entre les diverses manufactures, compte tenu de leur outillage et de leur situation géographique.

Il était assez aisé au XVIII^e siècle d'évaluer les besoins du pays et les demandes de l'étranger qui ne variaient guère d'une année sur l'autre, tout au moins pour les marchandises d'un usage courant : il suffisait de reprendre les chiffres des années précédentes, ceux des douanes et d'observer dans les grandes foires les tendances de la clientèle.

A la fin de chaque foire, les inspecteurs faisaient une relation de ce qu'ils y avaient observé : ils indiquaient les quantités de marchandises vendues, les précautions policières et sanitaires qui avaient été prises, ils notaient les incidents. Leur travail ne se bornait pas à observer ils tiraient des conclusions et faisaient des remarques. A la suite de la foire de Beaucaire, les sieurs Huré de la Chapelle et Pichol, inspecteurs des manufactures, firent à la séance du 21 août 1726 la relation de ce qui s'était passé avec quelques observations.

Dans ses séances des 18 juillet 1726, 28 août 1727, 12 août 1728, 6 septembre 1731, 27 août 1733, 18 février 1734, 5 mars 1744, etc..., le Bureau examine, les

relations qui sont faites par les inspecteurs et les intendants de ce qui s'est passé aux foires de Beaucaire, Bordeaux, à la foire de la Sainte-Hostie à Dijon (séance du 7 octobre 1728) à la foire de Caen tenue le lendemain de la Quasimodo (séance du 27 juin 1726).

Un autre endroit où l'on pouvait se rendre compte des quantités de marchandises vendues était le bureau de contrôle ou le bureau de marque par où devait obligatoirement passer toute pièce de toile ou de drap avant d'être vendue. Les états très bien tenus à jour permettaient de se rendre compte très rapidement des mouvements des ventes. C'est ainsi qu'à la séance du 21 janvier 1750, le Bureau reçut « l'envoi fait par le sieur Cromelin, inspecteur à Saint-Quentin, de l'état des pièces de toiles qui ont été marquées en 1749 dans les villes de son département. Il résultait de la comparaison de cet état avec l'état de celles qui avaient été marquées en 1748 qu'il y avait eu en 1749, une augmentation de 12.805 pièces de toiles, évaluées à 1.319.616 livres ». Dans la même séance fut examiné également « l'envoi fait par l'inspecteur des manufactures de Beauvais de l'état des pièces d'étoffe qui ont été marquées au bureau de contrôle de cette ville. Il résulte de cet état une augmentation dans cette fabrique pour l'année 1749 ».

Le 29 janvier 1728, l'inspecteur adresse également au Bureau du Commerce l'état des draps à destination du Levant examinés pendant l'année 1727.

Un autre élément d'une grande précision était donné au Bureau du Commerce : c'était l'état des marchandises fabriquées dans une manufacture, dans une ville ou dans une province : le 10 avril 1748, le sieur Godinot, inspecteur à Amiens envoie des renseignements sur les diffé-

rentes pièces d'étoffe qui ont été fabriquées dans cette ville pendant les six derniers mois de l'année 1747. L'inspecteur adresse le 19 mai 1730 l'état des draperies et autres étoffes de laine fabriquées dans l'étendue de l'inspection du département de Carcassonne pendant les six derniers mois de 1729.

Ces renseignements étaient complétés par ceux relatifs à l'activité des manufactures : des états étaient envoyés au Bureau du Commerce pour lui permettre de se faire une idée précise de l'activité manufacturière d'un pays ou d'une province : le 16 mai 1726 fut examiné en séance l'État des manufactures du département de Toulon pendant le dernier semestre de 1725, le 28 novembre 1726, l'état des manufactures du Dauphiné pendant le premier semestre de 1726, le 2 janvier 1727 l'état des manufactures de toiles de la généralité de Lyon, le 7 mai 1728 l'état des manufactures des diocèses de Castres et de Saint-Pons pendant le deuxième semestre de 1727, le 14 juin 1730 l'état des manufactures d'Auvergne de l'année 1729, etc...

En fonction de la consommation probable, le Bureau qui connaissait à la fois les besoins et les moyens de les satisfaire, réglait alors la production en indiquant à chaque producteur les quantités auxquelles il devait se limiter.

Dans la séance du 24 janvier 1748, fut examiné un projet de répartition du nombre de balles de draps loudrins seconds et autres qu'il pouvait être permis aux fabricants de la province du Languedoc de fabriquer dans l'année 1748.

Le Bureau répartissait le travail par provinces et par manufactures, selon les quantités à produire : il permettait ainsi de vivre à toutes les manufactures qui se livraient à la même fabrication. Son rôle cependant était encore

beaucoup plus complexe car indépendamment de la quantité le Conseil se préoccupait de réglementer la qualité.

Recherche de la qualité. — Comme tous les pays à civilisation avancée et où la main-d'œuvre est chère, la France du XVIII^e siècle devait chercher sa suprématie commerciale en maintenant au plus haut point la qualité de ses produits. Et sous cette étiquette de qualité il faut bien voir que non seulement on s'efforçait alors de donner des produits dont la fabrication avait été particulièrement soignée, mais encore que la longueur, la largeur, le poids étaient strictement conformes aux dimensions et poids habituels.

Innombrables sont les séances au cours desquelles la question de la qualité de certains draps, ou de tous autres produits manufacturés a été posée et discutée. Tout d'abord, et ceci assez fréquemment, on constate que des fabricants essaient de se soustraire au contrôle des bureaux de marques et fabriquent sans qualité des draps par exemple qui n'ont ni la largeur, ni l'épaisseur voulues. Afin de remédier aux inconvénients qui résultaient de cet état de choses, les draps vérifiés portaient des plombs de contrôle et de semblables mesures étaient prises pour d'autres objets : des cachets par exemple, étaient apposés sur les fûts et barriques pour en garantir la bonne fabrication ¹.

Quand les fabricants étaient convaincus d'avoir essayé de vendre des produits qui n'étaient pas de dimensions ou qui n'avaient pas la qualité requise, ils se faisaient saisir par les gardes jurés de la corporation ou par l'inspecteur. C'est le sort qui fut réservé au sieur Leclerc fabri-

1. Séance du 25 octobre 1725.

cant à Elbeuf : les gardes jurés des fabricants de ladite ville saisirent deux pièces de drap noir qui se trouvaient trop étroites et dont les plombs étaient réappliqués ¹. Une autre fois, l'inspecteur des manufactures établi à Marseille saisissait des draps de la fabrique de Saint-Chinian qui avaient été trop tirés à la rame ².

La méthode répressive n'était d'ailleurs pas la seule utilisée pour maintenir la qualité et, si les plaintes s'élevaient à propos de la qualité défectueuse de certains produits on en examinait la teneur dans l'espoir de trouver un remède. L'intendant rédigeait un mémoire, les députés rédigeaient un rapport ou les assemblées de commerce en discutaient. Au cours de la séance du Bureau du 30 septembre 1736 fut examiné une lettre de M. Baucher, intendant à Bordeaux sur les plaintes élevées par les jurés des fabricants de bas de ladite ville contre plusieurs fabricants établis dans différents lieux de son département contrairement à l'arrêt du 9 septembre 1716, qui font les ouvrages défectueux nuisant à la fabrique.

On examina également ³ un mémoire concernant la mauvaise qualité des bougies et le Bureau prit connaissance, au cours de sa séance du 29 mai 1733, des résultats des assemblées de commerce qui s'étaient tenues en 1732 à Toulouse, Montpellier, Nîmes et dans d'autres villes du Languedoc au sujet de mauvais lavages des laines qui étaient apportées à la foire de Beaucaire.

Un différend était survenu entre les cordonniers et les tanneurs de Marseille sur la façon dont ces derniers apprêtaient les cuirs ; le Bureau évoqua cette affaire montrant

1. Séance du 5 septembre 1737.

2. Séance du 22 mars 1725.

3. Séance du 1^{er} septembre 1735.

ainsi l'importance qu'il attachait à ces questions de qualité, même quand ses répercussions étaient au fond assez faibles. Quand il s'agissait de produits d'exportations ce souci de la qualité était poussé encore beaucoup plus loin et particulièrement les draps à destination de l'Orient étaient l'objet de visites sévères tant au départ qu'à l'arrivée. Dès l'année 1715, on signale au Conseil les abus qui se sont produits dans les envois de drap au Levant, par la suite l'ambassadeur à Constantinople écrira bien souvent au Conseil pour se plaindre de la qualité des marchandises exportées. Immédiatement des enquêtes étaient menées et parfois des sanctions étaient prises. L'ambassadeur à Constantinople ayant fait des remarques concernant les produits exportés, le Conseil, huit jours plus tard, décidait de prendre des sanctions contre les fabricants de Carcassonne ¹.

En même temps que la répression des fraudes était poursuivie, des mesures préventives étaient prises : et dans sa séance du 17 mars 1736, le Bureau examina un projet d'arrêt « pour assurer la bonne qualité des draperies qui passaient à l'étranger ». Il y a d'ailleurs lieu de remarquer ici que toute la production était organisée en vue de la qualité. Toutes les dispositions prises au sein de la corporation tendaient à lui faire produire des œuvres de qualité : c'est pour assurer ce résultat que le nombre des maîtres était fixe, que leur recrutement était réglementé, que les apprentis étaient soumis à leur long apprentissage. Dans l'organisation des manufactures, cette hantise de la qualité se retrouve également ; dans leur origine tout d'abord : elles furent créées justement pour produire des

1. Séances des 21 et 28 juillet 1729.

œuvres de qualité, par la suite on se souvint de leur destination première et le titre de manufacture n'était accordé que moyennant certaines garanties. Quand le Bureau du Commerce se préoccupait de maintenir la qualité des produits fabriqués par les manufactures, il se souciait surtout des avantages que nous pourrions tirer de notre réputation vis-à-vis de l'étranger alors que si dès leurs premières manifestations, les corporations avaient cherché à atteindre le même but, elles étaient uniquement poussées par des considérations morales. Les préoccupations du Bureau du Commerce ne s'arrêtaient pas là et des considérations sociales lui faisaient réglementer les conditions du travail elles-mêmes.

Il examina les observations faites par les filatiers de Saint-Quentin selon lesquels « l'établissement des ourdoirs de 16 aunes $1\frac{1}{4}$, y compris la fourchette d'en bas est préjudiciable à l'ouvrier et à la manufacture ¹ ». Pour assurer à l'ouvrier la stabilité, il leur était interdit de changer de métier sans apprentissage ², dans certaines industries, des cessations de travail étaient obligatoires : il en était ainsi en particulier dans les fabriques de savon à Marseille qui devaient obligatoirement cesser le travail pendant trois mois ³ et dans les verreries qui ne travaillaient que sept mois afin de diminuer la consommation du bois ⁴. Bien d'autres règlements étaient pris concernant les prix de vente et les salaires des ouvriers.

Les prix de vente étaient fixés par les producteurs, mais ils devaient demander l'autorisation de les modifier

1. Séance du 3 août 1746.

2. Séance du 24 novembre 1740.

3. Séance du 9 mai 1726.

4. Séance du 3 août 1746.

et c'est le Bureau qui fixa en 1724, dans sa séance du 12 octobre, les prix de vente :

1^o Pour les draps fins des manufactures des Sieurs Van Robais à Abbeville, Rousseau et Pagnon à Sedan et de Julienne à Paris ;

2^o Pour les serges bouracans et autres étoffes de laine ;

3^o Pour les étoffes de soie mêlées d'or et d'argent, velours ciselés, ras et pleins, damas et autres étoffes de soie pure ;

4^o Pour les jetons d'argent.

Par la suite la veuve Pagnon et le sieur Rousseau furent obligés par le Bureau à réduire le prix de leurs draps dans la proportion où l'avait fait le sieur Van Robais ¹.

Les draps n'étaient pas les seules marchandises taxées et de 1725 à 1730, le Bureau fixa les prix des castors du Canada, des charbons anglais à Paris, des cornes à lanterne, des cuirs et peaux en Berry, des draps et étoffes, de façon des étoffes et des bas au métier, du fil blanc de Hollande et des fromages de Hollande, des glaces de la manufacture royale, des grains, des laines, du pain, de la peinture en faïence, de la poudre de guerre, des soies et soieries, des toiles, des verres à vitre, etc...

Au cours de cette période de vingt-cinq ans comprise entre la liquidation du système de Law et les premiers essais libéraux, le Gouvernement a recherché dans la réglementation un remède et un moyen de redressement de l'économie nationale profondément atteinte. Cette politique nécessitait des modifications dans l'administration du commerce et en particulier, les règlements ne pouvant donner de résultats que s'ils étaient strictement et una-

1. Séance du 1^{er} août 1726.

niment appliqués, il fallait organiser un système de contrôle très efficace. A cet effet, on recourut aux gardes jurés des corporations et aux inspecteurs.

Les gardes jurés étaient des marchands choisis par leurs confrères pour représenter et défendre leurs intérêts dans le cadre de la corporation : les relations qui s'établirent entre eux et le Bureau du Commerce ne doivent pas être distinguées de celles qui s'établirent entre les corporations et le Bureau.

Les inspecteurs. — Les inspecteurs, au contraire, étaient envoyés par le Gouvernement et dépendaient de lui, on a dit de l'inspecteur qu'il était « l'homme du Conseil envoyé dans les provinces pour examiner l'état des arts et du commerce ».

Étant données les fonctions attribuées aux inspecteurs il est normal de relever de très nombreuses allusions à l'activité des inspecteurs dans les séances du Conseil de Commerce. Le Conseil était renseigné par les intendants sans doute, mais aussi par les innombrables inspecteurs des manufactures, des communautés d'Arts et Métiers, des tailles, de la navigation et du commerce dans les ports, de la marine, des domaines, etc... L'inspecteur était, à cette époque, l'élément indispensable au Conseil pour lui permettre de mener sa politique de réglementation.

C'était Colbert qui avait créé les inspecteurs qui, depuis 1724, étaient nommés par le Contrôleur général : ils étaient en 1714 au nombre de 38 et leur nombre fut porté à 64 en 1754. Plus tard, lorsque la réaction libérale se sera produite, l'activité des inspecteurs sera beaucoup moins grande, leur nombre sera réduit à 46 par Trudaine, et il faudra attendre la chute de Turgot pour les voir à nouveau utilisés.

Le Conseil avait à connaître de toutes questions relatives au statut des inspecteurs et à leurs appointements. Lorsque les offices d'inspecteurs-contrôleurs furent créés, le Conseil de Commerce les taxa, et c'est ainsi que les offices d'inspecteurs-contrôleurs de Marseille furent taxés à 1.200.000 livres ¹. Par la suite toutes les demandes d'appointements des inspecteurs étaient examinées par le Bureau du Commerce qui accorda ainsi à l'inspecteur des toiles de la généralité de Lyon une augmentation d'appointements de 400 livres ² et fixa à 600 livres les appointements du sieur Hardouin, inspecteur à la douane de Paris, chargé de la visite des ouvrages de bonneterie ³.

Beaucoup plus souvent qu'il n'avait à résoudre la question du chiffre des appointements, le Conseil avait à désigner qui les paierait, c'est ce qui se produisit le 5 décembre 1715, où le Conseil rédigea un projet d'arrêt ordonnant que les marchands de Saint-Malo paieraient à l'inspecteur des manufactures de la Haute-Bretagne 180 livres « qu'ils lui doivent sur ses appointements d'après l'ordonnance de répartition de M. l'intendant de Bretagne ».

De même le 2 septembre 1727, un projet d'arrêt fut établi à la requête du sieur de la Bussière, inspecteur des manufactures du Beaujolais que les receveurs des tailles de la province et élection de Beaujolais payeront les appointements de l'inspecteur et des six commis établis pour la visite et la marque des toiles, futaines et autres ouvrages qu'on fabrique dans cette province.

Une autre fois, le 14 février 1721, il fut décidé que ce seraient les marchands de Vannes qui seraient tenus de

1. Séance du 20 mai 1705.

2. Séance du 2 janvier 1738.

3. Séance du 28 août 1732.

payer 120 livres par an à titre d'appointements à l'inspecteur des manufactures de Basse-Bretagne et ceci en conformité des dispositions de l'ordonnance de répartition de M. de Brou, intendant de Bretagne.

En plus de leurs appointements, les inspecteurs touchaient des gratifications soit des communautés soit même du contrôleur général : le sieur Lambert, inspecteur des manufactures en Bretagne avait réussi à faire condamner pour fraude un sieur Levigneux à une amende de 7.761 livres, l'intendant insiste pour qu'il lui soit alloué une gratification de 600 livres ¹.

Le contrôleur général accorda de même une gratification de 1.000 livres à l'inspecteur des manufactures du département de Bordeaux ². Parfois, la gratification était donnée en nature, ce fut le cas lorsque les juges et consuls de Saint-Malo adjugèrent à l'inspecteur des toiles, le tiers de sept pièces de toile défectueuse dont il avait prononcé la confiscation ³.

Enfin les inspecteurs s'adressaient encore au Conseil lorsqu'ils voulaient obtenir d'autres avantages tels que des pensions, des exemptions de la taille, de la tutelle, de la curatelle, du guet, de la garde, etc. ⁴...

Les attributions des inspecteurs étaient très nettement délimitées : les inspecteurs des foires visitaient les marchandises vendues, saisissaient au besoin et rendaient compte ensuite au Conseil, les inspecteurs des manufactures faisaient de même dans les manufactures ; sans doute, en dehors de cette fonction principale, l'inspecteur

1. Séance du 23 août 1709.

2. Séance du 3 juillet 1738.

3. Séance du 28 février 1734.

4. Séances des 5 juillet 1715, 21 juillet 1718, 18 décembre 1788, etc...

connaissait parfois des vols de laine ¹, opinait dans certaines assemblées, prenait l'initiative de proposer le renouvellement de certaines mesures, ou d'effectuer certaines réformes ², mais c'étaient là les accessoires de leur fonction essentielle.

Les inspecteurs visitaient les manufactures pour s'assurer que les règlements étaient observés, saisissaient les marchandises qui n'étaient pas fabriquées régulièrement et poursuivaient les fabricants coupables. Bien entendu, ils tenaient le Bureau du Commerce au courant de l'exécution de leur mission, dressaient des états des marchandises fabriquées, des listes des manufactures visitées, faisaient des remarques sur leurs constatations et suggéraient parfois les modifications à apporter. En plus des manufactures de leur circonscription, certains inspecteurs se trouvaient chargés, l'inspecteur de Bayonne de l'examen des draps à destination de l'Espagne, l'inspecteur de Calais de l'examen des prises, l'inspecteur de Marseille de l'examen des draps à destination du Laevant, etc...

Pour pouvoir exécuter leur mission, les inspecteurs devaient pénétrer à l'intérieur des manufactures et chez les marchands et ils avaient demandé à être accompagnés par les jurés gardes dans certaines villes se réservant la faculté d'effectuer seul des visites particulières.

Le 24 mai 1721, l'inspecteur des manufactures de Nantes demanda au Conseil de rendre un arrêt ordonnant que les jurés gardes fussent obligés de l'accompagner dans les visites chez les marchands et ouvriers et le laissant libre

1. Séance du 24 avril 1748.

2. Séance des 26 mars 1733, 12 juin 1748, 4 décembre 1727.

de faire des visites particulières sans eux. Les députés donnèrent un avis défavorable et l'arrêt ne fut pas rendu. Par la suite, le Bureau discuta, en sa séance du 7 août 1727, du point de savoir si cette intervention des jurés gardes ou, à leur refus, d'un officier de police, auprès de l'inspecteur, ne pourrait pas avoir lieu en cas d'avis de contravention aux règlements.

La présence des jurés gardes aux côtés de l'inspecteur avait pour double effet de protéger l'inspecteur contre le mauvais accueil des fabricants et d'éviter à ces derniers que l'arbitraire de l'inspecteur ne s'exercât à son encontre. Aussi quand les inspecteurs eurent réussi à obtenir de se faire accompagner, il fallut un autre arrêt pour leur permettre de faire des visites sans les gardes ¹ et malgré cette décision certains fabricants s'obstinèrent encore. Tel est le cas d'un sieur Michel qui déniait à l'inspecteur des manufactures de la généralité de Rouen, le droit de visiter seul sa manufacture et voulait l'obliger à se faire accompagner des gardes jurés de la fabrique ².

Quand les inspecteurs trouvaient des malfaçons, ils saisissaient, mais pour que la saisie fut valable, il fallait encore que les juges des manufactures aient validé la saisie et bien souvent au contraire, les juges déclaraient nuls les procès-verbaux de saisies ³. De toutes façons, le Conseil examinait les états et observations que lui adressaient les inspecteurs.

Les circonscriptions qui étaient données à chaque inspecteur étaient parfois fort étendues et le sieur Barolet, inspecteur des manufactures à Troyes, craignait d'être

1. Séance du 21 mai 1733.

2. Séance du 17 juillet 1788.

3. Par exemple, saisie du 11 décembre 1788.

dans l'impossibilité de visiter deux fois par an son département ¹. La fréquence des visites étaient cependant une des conditions essentielles de l'efficacité de l'inspection qui n'atteignait le but recherché qu'autant que l'inspecteur était capable de surveiller presque continuellement l'activité de toutes les manufactures de sa circonscription. Cette tâche était particulièrement délicate car, malgré cela l'inspecteur devait faire preuve de beaucoup de tact pour éviter de mécontenter les fabricants qui ne l'aimaient généralement pas beaucoup. Dans certaines régions même, les inspecteurs étaient très impopulaires et subissaient de vifs outrages que leur incompétence ne justifiait pas toujours ². En égard à leur situation, l'affaire était alors évoquée devant le Conseil de Commerce; en sa séance du 7 octobre 1717, le Conseil rédigea un projet d'arrêt « ordonnant qu'il sera fait information par M. Guynet, intendant de la généralité de Caen, des insultes adressées au sieur Michelot des Audrais, inspecteur des manufactures de la généralité, pendant qu'il visitait les toiles apportées au marché de Canisy. Un cordonnier ayant insulté le sieur Rouillé, inspecteur des manufactures de toiles du département de Caen, un arrêt d'évocation fut rendu le 17 février 1729. Une autre fois ³ un tissier en toile à Saumur avait fait subir des mauvais traitements à l'inspecteur et aux gardes jurés. Quant à l'inspecteur des manufactures à Tours, le sieur Lacordaise, il se heurta à la mauvaise volonté des marchands tourangeaux qui,

1. Séance du 19 septembre 1726.

2. Certains inspecteurs avaient la réputation d'être franchement incompétents et on cite le cas de cet inspecteur qui, ayant confondu les mouchettes et les ciseaux, dressait procès-verbal à un coutellier de Thiers.

3. Séance du 4 septembre 1738.

non seulement l'empêchèrent d'exercer ses fonctions, mais encore adressèrent sur son compte un mémoire injurieux ¹.

A la veille de la Révolution, l'impopularité des inspecteurs est encore beaucoup plus grande qu'à la fin de la première moitié du siècle : la suppression des inspecteurs est demandée, les fabricants refusent ouvertement de faire marquer leurs étoffes et les bureaux de marque sont saccagés. Au milieu du siècle on n'en était pas là, il est certain cependant que les fabricants commençaient à se lasser d'une réglementation outrancière et qui n'était même plus justifiée comme moyen de relèvement économique puisque tout au contraire les progrès se faisaient plus lents.

2. Séances des 20 et 27 mars 1732.

CHAPITRE VI

LE BUREAU DU COMMERCE ET LA RÉACTION LIBÉRALE

En 1744 Fagon mourait : la présidence du Bureau du Commerce et la direction des affaires du Commerce qui avaient été réunies entre ses mains comme entre celles de Daguesseau et d'Amelot, se trouvèrent séparées pour la première fois. A la présidence du Bureau du Commerce se succédèrent alors Machault de 1744 à 1750 qui siégea quarante-deux ans au Bureau à des titres divers.

Feydeau de Brou, 1750-1767, qui devait être garde des sceaux, immédiat prédécesseur de Maupéou.

Daguesseau de Fresnes (1768 à 1784) qui dut cette distinction aux services rendus par son frère qui siégea vingt-quatre ans au Conseil, par son père le Chancelier et par son aïeul le premier président du Conseil de Commerce, beaucoup plus qu'à ses mérites personnels.

Feydeau de Marville de 1784 à 1787.

Bertier de Sauvigny de 1787 à 1788.

Et Boutin de 1788 à 1791. Aucun parmi eux ne remplit ses fonctions avec autant d'éclat que Daguesseau ou Amelot et presque tous durent l'honneur de présider le Bureau à des considérations tout à fait étrangères à leur compétence d'administrateurs.

La direction des affaires du Commerce passa d'abord à un ancien intendant du Commerce, Rouillé de Jouy qui occupa cette fonction de 1744 à 1749, puis à Trudaine

de 1749 à 1769, qui fut lui-même remplacé par son fils Trudaine de Montigny.

Si Rouillé de Jouy fut assez obscur, par contre les Trudaine exercèrent sur le Commerce français une influence si considérable que l'on vit bientôt l'activité du Bureau du Commerce décroître rapidement et le directeur des affaires du Commerce prendre au contraire une grande importance. Désormais l'initiative dont témoignait jusqu'alors le président du Bureau du Commerce à son double titre de président du Bureau du Commerce et de directeur des affaires du Commerce deviendra le seul fait du directeur des affaires du Commerce et le président du Bureau du Commerce ne jouera plus qu'un rôle secondaire dans la politique commerciale.

Le rôle du Bureau du Commerce ne consistera plus à exécuter la politique commerciale, mais à aménager, en vue de leur application pratique, des doctrines qui lui seront inculquées par le directeur des affaires du commerce. Le Bureau du Commerce, après la mort de Fagon, perd une grande part de son importance politique, il tend à devenir de plus en plus une administration sans initiative.

Une autre raison explique la diminution de l'importance du Bureau du Commerce ; la tendance libérale du nouveau maître du Commerce, Trudaine. Tant qu'il a fallu réglementer, vérifier et sanctionner, le rôle du Bureau du Commerce a été prépondérant, à partir du moment où le mot d'ordre a été : « Laissez faire, laissez passer », le Bureau du Commerce voyait une bonne partie de ses attributions supprimées. Au cours de la période qui s'étend de 1750 à 1787, date à laquelle le Bureau du Commerce a été réorganisé, son activité ne va cesser de décroître.

Les causes de la réaction libérale doivent être cherchées dans trois domaines différents : tout d'abord dans le domaine des personnes. C'est Trudaine et ses amis au premier plan desquels figure Gournay qui donnèrent à la politique commerciale cette orientation vers le libéralisme. La deuxième cause est une réaction classique de l'esprit libéral sur la réglementation ; cette dernière n'ayant pas apporté les résultats qu'on en espérait, on change radicalement de politique, on était réglementaire à outrance, on devient imprudemment libéral. La troisième cause enfin est d'ordre plus général, elle se trouve dans la situation exceptionnelle que la France, pays de civilisation avancée, occupait dans un monde dont les besoins étaient illimités, alors que les moyens de les satisfaire se trouvaient entre les mains de quelques producteurs français et anglais.

La réglementation avait été préconisée pour permettre aux producteurs français de travailler normalement en satisfaisant les besoins d'une clientèle nationale sans risquer la surproduction. La réglementation de la qualité devait nous permettre de conserver la clientèle des étrangers chaque fois que nos producteurs pouvaient être mis en concurrence. A partir du moment où les producteurs de France et d'Angleterre ne suffiront plus à donner satisfaction aux demandes du monde entier la tentation sera grande de supprimer toute réglementation de quantités puisque la demande ne semble pas pouvoir être jamais complètement satisfaite, et même de qualité puisque la concurrence ne joue plus tant la demande est impérieuse.

Si après les errements qui accompagnèrent l'expérience de Law la réaction en faveur de la réglementation

se fit très rapidement, par contre la réaction libérale qu'aucun événement important n'avait déclanchée se fit progressivement. Bien qu'il soit beaucoup moins aisé de suivre les développements d'un mouvement libéral que ceux d'un mouvement réglementaire, nous pouvons cependant relever ce changement de politique à travers l'activité du Bureau du Commerce à partir de la seconde moitié du siècle.

* * *

Les règlements de plus en plus nombreux et de plus en plus précis avaient été supportés tant que les fabricants virent en eux le remède à une situation en péril, mais au fur et à mesure que les causes de leur apparition étaient oubliées, ils devinrent insupportables. Les fraudes augmentent et les saisies aussi, les inspecteurs qui essaient de faire respecter les règlements sont de plus en plus impopulaires, des rébellions éclatent contre eux.

Au même moment, dans certains esprits, une évolution se produit, des économistes préconisent la liberté, ce ne sont encore que des vœux, mais les vœux seront bien près de recevoir exécution quand Trudaine aura appelé autour de lui certains de ces libéraux et que Gournay aura été nommé intendant du commerce ¹.

Quand on sait qu'après son avènement ce fut Trudaine qui dicta la politique au Bureau du Commerce, il n'est pas sans intérêt de citer deux lettres qui lui ont été adressées par Gournay. Dans la première, du 9 mai 1755 ²,

1. Gournay fut nommé intendant du Commerce par arrêt du 24 mars 1751. Il prend séance pour la première fois au Bureau du Commerce le 1^{er} avril 1751.

2. *Arch. Nat.*, F¹³, 34.

Gournay énonce les inconvénients « qui résultent pour nos fabriques d'avoir prescrit et fixé les espèces de laines qui peuvent y être employées. » :

1^o Cette fixation empêche toute concurrence entre les laines et entraîne comme conséquence le maintien de prix élevés et d'une qualité qui pourrait être améliorée;

2^o Elle oblige le fabricant à se racheter souvent de l'espèce de laine qu'il lui est permis d'employer. Les spéculateurs s'en emparent et vendent au fabricant aux prix qu'ils veulent;

3^o Cette fixation empêche le fabricant de substituer un travail à un autre dans les temps où l'espèce de laine qu'il lui est permis d'employer est trop chère.

Gournay conclut : « Cela fait voir que le commerce et les fabriques ne peuvent supporter de lois fixes invariables, que ces gênes étant opposées à l'esprit du commerce resserrent nécessairement le travail du peuple et rendent l'état de nos fabriques précaire. »

Dans la seconde lettre en date du 14 décembre 1755 ¹, Gournay rend compte à Trudaine d'une visite faite à une fabrique de Montauban : « Quant à moi, Monsieur, lui dit-il, je reviens de ce pays-là très convaincu que ces règlements ont répandu le découragement dans la fabrique de Montauban et qu'ils ont arrêté les progrès qu'une grande concurrence, beaucoup de génie et d'émulation devraient inmanquablement produire dans le Commerce et dans la politique. »

Gournay, intendant du Commerce, n'était pas le seul à écrire dans ce sens et les intendants des généralités adressèrent au Contrôleur général diverses lettres qui furent

1. *Arch. Nat.*, F¹², 34.

examinées à la séance du 11 septembre 1755 sur « l'avantage et les inconvénients qui résulteraient pour le Commerce en général, de la liberté du Commerce de gros ». C'était une importante question et les commissaires furent unanimes pour décider qu'il fallait dresser un projet de déclaration. Le projet fut examiné à la séance du 4 décembre 1755 : il y était rappelé que les nobles pouvaient exercer le commerce maritime et le commerce de gros sans déroger.

A la même époque de très nombreuses demandes tendant à contourner les règlements des corporations sont adressées au Bureau du Commerce : par le sieur Dominique Colasse, compagnon orfèvre, qui voulait être reçu maître orfèvre en la ville d'Arras, monobstant le défaut de brevet d'apprentissage ¹, par des apprentis qui demandent directement au Bureau du Commerce d'être admis à la maîtrise, par un sieur Pierre Borelly, de la vallée de Barcelonnette qui voulait être reçu dans la communauté des marchands merciers de Marseille malgré le défaut de brevet d'apprentissage ². Le Bureau du Commerce accueillait d'ailleurs favorablement ces demandes.

Parfois les formes n'étaient même pas respectées et les règlements étaient enfreints : l'intendant du Languedoc annonçait que les chapeliers de Pézenas se plaignaient de particuliers qui levaient boutique sans même s'être fait recevoir dans leur communauté ³. Non seulement les particuliers mais encore les corporations et les communautés essayaient de se soustraire aux règlements qu'elles subissaient depuis longtemps : les fabricants de Sedan

1. Séance du 7 février 1754.

2. Séance du 30 janvier 1755.

3. Séance du 19 décembre 1754.

demandent de fabriquer des draps de basse toile ¹ et les maïeurs et échevins d'Abbeville «qu'il soit permis à tous fabricants de bas au métier établis dans la campagne de venir se fixer en ladite ville, malgré l'opposition des bonnetiers ² ».

Le Bureau peu à peu se laisse gagner par l'esprit libéral et répond favorablement aux fabricants de Sedan ; déjà il refuse de sanctionner de nouveaux règlements et rejette la requête des « bouchers des villes et bourgs dépendant des élections de la généralité de Rouen », tendant à ce qu'il soit fait défense à toutes personnes de vendre de la viande avant de s'être fait recevoir maître boucher ³, il rejette de même le mémoire des entrepreneurs de la manufacture de clouterie établie en Hainaut, par lequel ils demandaient le renouvellement pour vingt ans de leur privilège exclusif ⁴.

Bientôt le Bureau va élaborer des projets d'arrêt donnant satisfaction plus complète aux aspirations libérales : le 22 août 1752 est rédigé un projet tendant à permettre le libre établissement des sociétés en commandite dans la ville de Lyon, le projet d'arrêt d'autorisation est examiné le 19 septembre 1754. En 1754 également, un arrêt autorise la fabrication des bas au métier dans les paroisses de campagne ; l'inspecteur des manufactures de Sedan, le sieur Ducerf demandera d'ailleurs des instructions sur l'interprétation de cet arrêt assez révolutionnaire ⁵. Un arrêt accordera aux apprentis et compagnons la liberté

1. Séance du 5 juin 1755.

2. Séance du 6 décembre 1753.

3. Séance du 18 mars 1756.

4. Séance du 16 septembre 1756.

5. Séance du 6 mars 1755.

de s'établir en telles villes du royaume qu'ils jugeront à propos à l'exception de Paris, Lyon, Lille et Rouen ¹. A la suite de la requête d'un sieur Mulot le commerce des fils sera déclaré libre ², la liberté de faire le commerce maritime et le commerce de gros sans déroger et sans faire partie d'un corps ou d'une communauté sera elle aussi proclamée ³ et des édits successifs viendront en fixer les conditions ⁴. Enfin un arrêt important du 6 septembre 1762 autorisa les gens de la campagne à faire des étoffes suivant les règlements quand il n'y avait pas de manufacture à proximité ⁵.

Il est évident que le Bureau interviendra beaucoup moins souvent pour accorder de nouvelles libertés qu'il ne l'avait fait quelques années plus tôt pour établir des règlements : il suffira le plus souvent de laisser les usages se modifier tout seuls : les règlements n'étaient observés que parce qu'ils étaient renouvelés sans cesse et que leur observance était strictement sanctionnée, à partir du moment où les inspecteurs laisseront passer les manquements, les règlements tomberont d'eux-mêmes et les fabricants ne seront plus tenus que par les règlements édictés dans chaque communauté.

Le Gouvernement avait abandonné la réglementation systématique mais les communautés d'arts et métiers continuaient à imposer le respect de leurs statuts à tous leurs membres si bien qu'il apparut un jour que le Gouvernement pour être vraiment libéral devait aller plus

1. Séance du 20 janvier 1755.

2. Séance du 17 avril 1755.

3. Séance du 15 décembre 1757.

4. V. entre autres, séance du 4 décembre 1760.

5. Les lettres patentes sont du 13 février 1765.

loin et réduire autant que possible l'importance des communautés.

Avant d'apporter des modifications au régime des communautés, le Bureau délibère sur les différents points du plan de réforme ¹, puis, à la séance du 3 mai 1770 il procède à un examen de l'affaire générale des communautés, il est d'avis :

1^o De proposer l'admission des étrangers à l'apprentissage et à la maîtrise, en les dispensant du droit d'aubaine pour les engager à se fixer dans le royaume et sans qu'ils aient à demander des lettres de naturalité ;

2^o De supprimer dans tous les statuts la clause qui fixe le nombre des apprentis que peut avoir chaque marchand ou chaque maître ;

3^o De réduire le compagnonnage à un an et de laisser au compagnon la liberté d'aller chez tel maître qu'il voudra, avec dérogation à tous statuts établissant une plus longue durée de compagnonnage ;

4^o De donner à tout maître la liberté d'avoir tel nombre de compagnons qu'il voudra ².

Ce plan sera exécuté peu à peu et complété : un projet d'arrêt tend à confier au lieutenant général de police à Paris et aux intendants des généralités le soin de réunir les communautés d'arts et métiers susceptibles d'être réunies et de faire payer leurs dettes.

Par la suite l'application de ces mesures libérales ne donnera que bien rarement au Bureau du Commerce l'occasion d'intervenir ; il faut cependant noter l'attitude caractéristique qu'il prendra dans l'affaire des communautés de Senlis.

1. Séance du 22 mars 1770.

2. Séance du 10 mai 1770.

Les communautés de Senlis étant en dissension le Bureau avait d'abord projeté de les dissoudre¹ mais il se ravisa et décida au contraire de les réunir en une seule avec dispense de toutes formalités d'apprentissage, de compagnonnage et de chef-d'œuvre, sauf pour les apothicaires, qui devaient subir un examen et apporter un certificat de capacité avant d'être admis à exercer².

Il faut remarquer également l'empressement manifesté par les communautés pour se réunir : les savetiers et les cordonniers de Rouen, les savetiers et les cordonniers de Caen, les chaussetiers et tailleurs de Toulouse, les poulaillers-rôtisseurs et les pâtissiers, traiteurs, cuisiniers et traiteurs aubergistes de Lyon, les toiliers, tapissiers, couvreuriers, sergiers de Rouen et les drapiers et passementiers et bien d'autres formèrent de nouvelles corporations auxquelles de nouveaux statuts très libéraux furent donnés.

Quelques années plus tard, l'évolution libérale continuant, un édit du mois d'août 1777, supprima les communautés d'arts et métiers et en créa de nouvelles ; quinze ans après la loi Le Chapelier les supprimait définitivement.

Quelles qu'aient été par la suite les conséquences de cette politique libérale il faut bien reconnaître qu'elle a eu des bienfaits immédiats incontestables et que la simple menace de retour à la réglementation suffisait à effrayer les commerçants. Dans un mémoire adressé en 1779 à M^{sr} Blondel intendant du Commerce en Picardie, les fabricants d'Amiens lui demandaient la continuation de la liberté dans la fabrication, en ces termes : « La liberté, Monseigneur, sous quelque point de vue qu'on l'envisage est un bien inappréciable pour nous »... « Tout est tran-

1. Séance du 13 décembre 1770.

2. Séance du 20 décembre 1770.

quille depuis qu'elle nous a été accordée..... c'est la plus grande faveur que la manufacture ait jamais reçue du Gouvernement » ; ils s'inquiétaient des projets de réglemens : « Oui, ce souvenir du passé nous fait trembler au seul nom de règlement ¹. »

Avant de disparaître complètement les communautés d'arts et métiers avaient subi un préjudice certain à l'occasion de l'établissement ou du rétablissement de nombreuses foires ou même simplement de marchés. Dans les marchés, les marchands régionaux, dans les foires, les forains accourus de toute la France et de l'étranger venaient concurrencer les communautés locales et c'est pourquoi tant que les corporations furent toute-puissantes le nombre des foires et des marchés fut réglementé, et leur durée fut déterminée de telle façon que les commerçants locaux restaient les fournisseurs habituels de leurs concitoyens pour tous les objets de consommation courante.

Le mouvement libéral eut pour effet de favoriser la tenue de nouveaux marchés et de nouvelles foires ou d'augmenter la durée des anciens. A partir de l'année 1783 environ les demandes qui sont examinées par le Bureau du Commerce sont fort nombreuses ; elles reçoivent presque toutes satisfactions.

Le 10 avril 1783, le bureau donne son avis favorable pour que la foire d'Aignerville, généralité de Caen, qui se tenait anciennement le 2 octobre de chaque année, soit rétablie ; le 8 juillet 1784 le maréchal de Castries demande de porter de trois à huit jours la durée de la foire d'Alais, semblables demandes sont faites par le mar-

1. *Arch. Nat.*, F¹², 675.

quis de Langeron pour l'établissement d'une foire à Bagnot en Bourgogne, qui se tiendrait quatre fois par an, on ne lui en accorde que deux ¹, par le seigneur de Coulon ², par les officiers municipaux de Maubourguet ³, par les habitants de Saint-Pierre-le-Bœuf en Forez, mais pour tous ces derniers le bureau rend des décisions négatives : il n'est pas bon, estime-t-il, sans doute, de changer de politique aussi brusquement. De même qu'il n'avait autorisé l'établissement des fabriques de bas au métier que très progressivement, de même il faudra attendre 1789 ou même 1790 pour que les autorisations de tenues de foires et marchés soient données chaque fois qu'il en sera fait la demande. Jusque-là le Bureau se montrera très prudent. Mais si toutes les demandes d'établissement ne recevaient pas toutes satisfaction, toutefois les demandes de suppression étaient inexorablement repoussées, c'est le sort que subit entre autres la demande des marchands merciers-drapiers de Poitiers tendant à l'abolition des six foires existant dans cette ville ⁴.

1. Séance du 15 septembre 1785.

2. Séance du 17 juillet 1783.

3. Séance du 9 juin 1785.

4. Séance du 8 septembre 1789.

CHAPITRE VII

LE DERNIER BUREAU DU COMMERCE

Le Bureau du Commerce créé en 1722 avait vieilli comme toute institution vieillit ; lui qui avait eu pour principale fonction d'édicter des règlements se trouvera bientôt sans objet quand la réaction libérale se produira, nous assisterons alors à une désaffection progressive des membres du Bureau pour leur tâche, les séances se feront de plus en plus rares, elles seront de plus en plus courtes, deux ou trois affaires seulement y seront examinées le même jour et parfois même les assemblées seront annulées faute d'un nombre suffisant de commissaires ¹.

Ce n'est pas cependant que le travail ait manqué au Bureau du Commerce, bien au contraire : au cours de la période qui s'étend de 1762 environ à 1787 l'esprit de revanche s'empare des Français que le traité de Paris a brusquement réveillés, la politique libérale d'autre part a porté ses fruits et nous assistons à un des redressements les plus prodigieux de notre histoire économique et politique. Pour échapper à la dépendance de l'Angleterre on construit des bateaux, on arme des flottes entières pour les colonies, on s'efforce de mettre en exploitation les mines de charbon qui se trouvent en France, on fabrique des machines.

1. Voir séance du 30 avril 1772.

De cet effort considérable on ne trouve pas traces de au Bureau du Commerce qui se contente tout au plus d'examiner les demandes de concessions de mines de charbon¹ et de juger les différends qui s'élevaient entre les armateurs et leurs assureurs².

Cette indifférence témoignée par le Bureau du Commerce à l'égard des manifestations économiques particulièrement importantes qui se produisaient alors, montre bien qu'il ne répondait plus à ce qu'on en pouvait attendre, c'est ce qui explique que sa réorganisation fut décidée.

Déjà le 5 juin 1787 le Conseil de Commerce qui avait été créé en 1730 et qui fut « un décor bien plus qu'un rouage de gouvernement³ », avait été réuni au Conseil des finances qui prenait le titre de Conseil royal des Finances et du Commerce.

Le 19 juillet de la même année le Contrôleur général écrivait à Bertier de Sauvigny président du Bureau pour lui faire connaître le nouveau mode de tenue du Bureau : les intendants du Commerce étaient supprimés à l'exception d'un seul, et jusqu'à nouvel avis il n'y aurait plus que des comités particuliers auxquels assisteraient seuls les Conseillers d'État membres du Bureau et Tolozan maître des requêtes, intendant du commerce. Ce dernier demeurerait chargé de tous les détails de l'administration du Commerce, les Comités avaient pour but de classer les affaires en suspens.

C'était là une mesure d'attente jusqu'à ce que le Bureau fut à nouveau constitué d'une manière définitive ce qui

1. Très fréquentes en 1763-1764-1765.

2. Entre autres, séances des 13 janvier 1763, 5 mars 1763 et 23 janvier 1766.

3. Biollay. *Op. cit.*

fut fait par le règlement royal du 2 janvier 1788 qui réorganisait tout à la fois le Conseil et le Bureau et déterminait leurs compétences respectives.

Quelques semaines après, le 25 février, Loménie de Brienne invitait à dîner à Versailles les membres du nouveau Bureau et présidait, après le repas, la séance inaugurale. A ses côtés siégeaient le doyen du Conseil, Bertier de Sauvigny et cinq conseillers d'État : Boutin, d'Ormesson, de Montyon, de Cotte et Laurent de Villedeuil, le contrôleur général des finances Lambert, de la Luzerne, secrétaire d'État de la Marine, de Montmorin, secrétaire d'État des Affaires étrangères, Thiroux de Crosne, lieutenant général de police, Bertin, intendant de la généralité de Paris, quatre maîtres des requêtes de Tolozan, Valdec de Lessart, de la Porte, Raillard de Granvelle, les députés, le secrétaire du Bureau, Abeille, enfin quatre inspecteurs généraux au commerce, Boyetet, Desmarets, Abeille et Clicquot. Le Bureau était ainsi normalement composé, tout au plus pourrait-on ajouter que dans certains cas deux fermiers généraux et deux régisseurs des droits du Roi pouvaient être appelés lorsque la nature des affaires le demandait. Il y a une grande ressemblance entre cette séance inaugurale présidée par Loménie de Brienne et celle présidée 88 ans plus tôt par Louis XIV, mais il y a similitude de formes seulement et le Conseil que présidait le Roi pour gouverner n'avait pas le même sens politique que le Conseil présidé par le ministre et qui était destiné à éclairer ses services.

L'archevêque de Sens attira l'attention sur l'importance du traité de commerce signé deux ans auparavant avec l'Angleterre, et dont on avait « exagéré les avantages et désavantages ». Il ajouta que dès à présent il fallait

accorder des secours aux ouvriers qui se trouvaient sans travail et « examiner avec grande attention quels remèdes on pourrait apporter aux effets nuisibles de la concurrence étrangère ».

Ensuite fut donnée lecture du règlement fait par le Roi. Après un préambule dans lequel était soulignée l'inefficacité des travaux des précédents Conseils par manque d'organisation, le règlement contenait les attributions du Conseil de Commerce et la composition et les attributions du Bureau.

Enfin Tolozan fit un compte rendu de l'activité des comités depuis la suppression du précédent Bureau.

Le règlement réservait au Conseil de Commerce la connaissance de questions très diverses dont le Bureau ne pouvait s'occuper qu'autant qu'elles lui seraient renvoyées pour avoir son avis ; en dehors de l'énumération toutes les questions intéressant le commerce devaient être traitées par le Bureau qui avait la faculté d'en entretenir les intendants des généralités.

La première séance du nouveau Bureau eut lieu le 28 février, on remit au sieur Abeille qui était secrétaire, des expéditions en parchemin des arrêts du Conseil des 10 et 16 février 1788 et il fut décidé qu'on ferait des recherches « sur les progrès et la situation du bureau de la balance de commerce » et une enquête sur « les offices, commissions et emplois utiles ou nuisibles au commerce et aux fabriques, à conserver ou à supprimer ».

Avec un programme d'apparence modeste, le Bureau va faire en quelques mois un travail considérable dont Tolozan rendra compte à Loménie de Brienne au cours d'une assemblée extraordinaire du Bureau qui aura lieu à Versailles le 21 juillet 1788.

Grâce à des séances très fréquentes, plusieurs par semaine, et très chargées au point qu'il y en avait parfois deux par jour, le Bureau a statué sur 749 mémoires ou demandes du 8 juin 1787 au 31 juillet 1788, depuis le 28 février il y avait eu 197 affaires dont 35 affaires contentieuses ; les autres délibérations étaient relatives à des demandes de privilèges exclusifs ou d'arrondissements, de titre de manufacture royale ou privilégiée, à des demandes d'encouragement pour établir de nouvelles manufactures, de mainlevées de saisies, etc... Tolozan exposa ensuite les résultats obtenus avec les manufactures d'acier et les nouvelles machines à filer.

C'est sur ces deux points particulièrement que l'activité du Bureau du Commerce est caractéristique.

Les manufactures d'acier. — A la fin du XVIII^e siècle, en France on ne produisait pas d'acier d'une façon courante, depuis cinquante ans les inventions s'étaient succédées et sans doute obtenait-on de l'acier dans certains fourneaux mais la fabrication industrielle de l'acier n'était pas encore réalisée. En Angleterre, au contraire, on fabriquait de l'acier depuis quelque temps déjà et on peut imaginer l'avantage économique que l'Angleterre tirait de cette fabrication. Pour combler son retard la France mettait ses espoirs en deux ou trois inventeurs qui avaient construit des « manufactures d'aciers » où l'on fabriquait non seulement l'acier mais encore tous les objets en acier, c'était le cas des manufactures d'Amboise, de Nantes et des Quinze-Vingts à Paris. Le Gouvernement attachait beaucoup d'importance aux progrès réalisés par ces manufactures et le Bureau du Commerce eut souvent à s'occuper de protéger et d'encourager ces initiatives.

La plus importante de ces manufactures d'aciers était celle de la Noiraye près d'Amboise, elle appartenait à un sieur Sanche et fit l'objet d'une visite spéciale de Tolozan qui voulait se rendre compte par lui-même de son activité ¹.

Il faut croire qu'elle présentait un réel intérêt parce que non seulement elle avait le titre de manufacture royale mais encore demandait la prorogation de nombreuses faveurs et exemptions, demande à laquelle le Bureau donnait partielle satisfaction le 3 février 1789.

La protection du Gouvernement à son égard se manifestait encore par des subventions dont le montant était calculé d'après les quantités d'aciers fabriqués ². Par contre **une** demande de subvention de 300.000 francs ayant été faite par les administrateurs de cette manufacture, elle leur fut refusée ³ — on repoussa de même leur prétention de s'opposer à l'établissement de la manufacture du sieur Gaudin à Nantes ⁴. Ce dernier lui aussi avait eu la visite de Tolozan et avait obtenu le titre de manufacture royale et si on avait autorisé son établissement c'est parce qu'il avait inventé un procédé différent de celui du sieur Sanche de la manufacture d'Amboise.

La technique de la fabrication de l'acier en était à ses débuts et c'est avec une attention tout à fait caractéristique que le Bureau suit le développement des manufactures, compare les résultats obtenus et conseille même les ingénieurs auxquels il fait distribuer des ouvrages

1. Tolozan rendit compte de cette visite à la séance du 8 avril 1788

2. Voir, séance du 30 avril 1789.

3. Séance du 21 mars 1790.

4. Séance du 5 mars 1789.

techniques d'un académicien comme Berthollet ou d'un savant comme le Chevalier de Chalap ¹.

On pouvait fonder les plus grands espoirs sur l'intervention officielle et l'aide apportée à ces manufactures mais la Révolution se produisit avant que les résultats attendus aient pu se produire ; voilà un des rares points dans le domaine de la technique où nous n'avons pas pu combler le retard que nous avons sur les Anglais et ceci malgré les efforts du Bureau du Commerce. Dans un domaine voisin nous réussîrions cependant à combler notre retard presque complètement.

Les machines à filer. — Tout au long de son existence, le Bureau eut connaissance des nouvelles machines qui étaient inventées et pour lesquelles les ingénieurs demandaient privilèges et subventions ; machines à apprêter les draps, à carder et à filer, à couper les dents des cardes, à écacher l'or et l'argent, à élever l'eau, à fabriquer le papier, à fabriquer les bas au métier, à fabriquer les étoffes de soie, à fabriquer les toiles brochées, à faire les tissus des fouets, à faire mouvoir les polissoirs, à feu, pour la mouture des grains, à friser les étoffes de laine, à huile, à laminier et à polir l'acier, à laver les cendres des orfèvres, à nettoyer les laines des matelas, à plier les étoffes, à remonter les bateaux, à organiser les soies, à tondre les draps, pour le laminage du plomb, pour traîner une voiture chargée, etc...

Mais l'action du Bureau fut particulièrement efficace en ce qui concerne les machines à carder et à filer. Dans ce domaine l'Angleterre avait acquis une avance consi-

1. Séance du 29 novembre 1788.

dérable qu'au prix d'un prodigieux effort nous réussirons à rattraper. Les fabricants français n'obtinrent d'ailleurs ce résultat qu'avec la collaboration du Bureau du Commerce qui s'effectua de nombreuses manières.

Les inventeurs. — Tout d'abord le Bureau encourageait les inventeurs et les suscitait, ce fut le cas d'un sieur Fournier des Granges qui avait inventé une machine à carder le coton. Une première fois il avait demandé une subvention qui lui avait été refusée¹, par contre le Bureau avait décidé de créer un prix à décerner à celui qui fabriquerait la machine à carder la plus simple². Le sieur Fournier se maintint sur les rangs et après qu'il eut renouvelé sa demande il fut décidé qu'on ferait des essais sur « sa mécanique³ ». Le 1^{er} septembre 1789, après essai favorable de sa machine une première subvention de 300 livres lui est accordée et le 1^{er} août 1790 sur le rapport du sieur Leroy de l'Académie des Sciences il fut décidé qu'une nouvelle mécanique serait construite aux frais de l'administration mais sous les ordres et l'inspection du sieur Leroy.

Les étrangers. — Les inventeurs tels que le sieur Fournier n'étaient malheureusement pas nombreux et le Bureau essaya de profiter de l'expérience des Anglais en ce domaine pour les attirer en France et leur faire construire des machines et former des ouvriers. Des ingénieurs anglais vinrent ainsi en France et entreprirent la construction de machines dont ils avaient conçu les plans, parmi eux Milne, Maclow et Lord furent remarqués par le Bureau

1. Séance du 28 août 1788.

2. Même séance.

3. Séance du 23 octobre 1788.

du Commerce qui s'intéressa tout spécialement du premier.

C'est un négociant français qui se trouvait à Londres, le sieur Reboul qui fit passer en France la famille de Milne. Ce dernier construisit des machines pour lesquelles des primes lui étaient allouées par le Bureau du Commerce ¹ ; son fils établit près de Dreux une filature de coton où l'on utilisait les « mécaniques » inventées et utilisées par son père, enfin les entrepreneurs des diverses manufactures demandaient comme une grâce au Bureau du Commerce de leur faire obtenir des machines Milne avec lesquelles « ils pouvaient soutenir la concurrence avec l'Angleterre ² ».

Il faut reconnaître d'ailleurs que Milne ne travaillait pas exclusivement en France : un jour Tolozan ayant su que Milne avait fait envoyer en Espagne un assortiment complet de machines, le Bureau fut immédiatement averti qu'il aurait à prendre ses dispositions pour éviter la sortie de ces machines hors de France ³.

Les procédés employés pour se procurer des plans ou des machines n'étaient pas toujours aussi brutaux, des échanges de plans eurent lieu entre la France et l'Angleterre ⁴ ou bien un Français rapportait des plans d'Angleterre, les exécutait et faisait ensuite appel à des ouvriers anglais pour former les ouvriers destinés à travailler sur ces machines ⁵.

1. Séances des 12 décembre 1789 et 24 janvier 1790 au cours desquelles on décide d'allouer 100 livres de prime par machine sur les 50 premières fabriquées.

2. Séances des 19 juin 1788 et 10 juillet 1788.

3. Séance du 10 mars 1788.

4. Séance du 18 décembre 1788.

5. Séances des 18 décembre 1788 et 2 mai 1790.

* * *

Les rapides progrès accomplis par le machinisme dépassèrent les prévisions du Gouvernement : il avait voulu encourager l'invention et l'utilisation de nouvelles machines, bientôt ces machines seront tout d'un coup si nombreuses que le chômage fera son apparition : on organisera des ateliers de charité, on accordera des secours aux chômeurs, les Chambres de Commerce ouvriront des souscriptions ¹ malgré cela les ouvriers se rendront compte du préjudice subi par eux à la suite de la mise en marche de toutes ces « mécaniques » et bientôt ils casseront les machines ².

A ce moment-là on entrait dans la période révolutionnaire, l'autorité du Gouvernement n'est plus reconnue, les désordres vont se produire un peu partout en France.

Les révolutionnaires s'attaquent d'abord à tout ce qui subsiste de la politique de réglementation, ils demandent la suppression des inspecteurs ³, pillent leurs appartenements ⁴ et dérobent le produit des droits de marque, les fabricants vendent leurs étoffes sans plomb ⁵. Le Bureau, impuissant délibère « qu'il n'y a rien à faire ». Rien à faire pour s'opposer par la force aux prétentions des échevins de Lille, rien à faire contre les pillards des bureaux de marque, rien à faire contre le dépérissement du commerce français ⁶.

1. Séances des 30 mai 1788, 17 juillet 1788, 5 mars 1789, 24 avril 1789.

2. Séance du 27 avril 1788.

3. Séance du 7 février 1790.

4. Séance du 28 février 1790.

5. Séance du 21 janvier 1790.

6. Séance du 24 novembre 1789.

Le Bureau reconnaissait lui-même son impuissance, sa dernière séance aura lieu le 21 février 1791, il sera supprimé par décret du 27 septembre 1791.

CONCLUSION

Ce ne fut qu'à la fin du xvii^e siècle qu'il put être question du commerce de la France ; auparavant les problèmes commerciaux qui se posaient étaient locaux ou régionaux, ils n'intéressaient pas la nation. Louis XIV ayant décidé de déterminer les besoins du commerce français et de découvrir les moyens de l'encourager recourra à une solution politique déjà éprouvée : le Conseil. De même que le Roi avait demandé à ses vassaux de lui donner le « consilium » pour l'aider à gouverner tant que subsista le système féodal de même il demandera à ses conseillers de l'aider dans sa mission quand l'État se sera organisé.

Les conseils créés par le Roi pour son usage personnel survivront à la désaffection qu'il leur témoignera, ils deviendront alors des organes dépendant de l'administration.

L'histoire du Conseil de Commerce illustre d'une façon saisissante ce principe. Tout au long du xviii^e siècle a fonctionné cette institution qui s'est appelée d'abord Conseil de Commerce, puis Bureau du Commerce : il n'y eut qu'un seul organe qui a changé de nom, de forme et de destination. Louis XIV avait créé un Conseil, Louis XVI héritera d'un Bureau. Daguesseau présidait un véritable

Conseil sous Louis XIV, Fagon et ses successeurs présideront un Bureau.

C'est bien le Conseil de Commerce qui a permis à Louis XIV de jeter les bases d'une organisation commerciale du Royaume, c'est le Conseil qui a préconisé la création des Chambres de Commerce, des intendants du Commerce, qui a proposé d'organiser la représentation des intérêts commerciaux. Au Conseil de Commerce la politique était élaborée par les Conseillers renseignés par les députés ; c'étaient les Conseillers qui pratiquement décidaient en dehors de toute intervention de l'administration ; cette dernière se bornant à exécuter les décisions prises par le Roi.

Après la Régence, ce ne sera pas Amelot ni les autres membres du Bureau du Commerce qui prendront l'initiative de la réforme monétaire, mais le contrôleur général Dodun inspiré par les frères Paris. Ce ne sera pas non plus Fagon ni le Bureau qu'il présidait qui se lanceront dans la politique de réglementation : elle était trop contraire aux intérêts véritables du pays et seule l'administration y croyait voir le remède traditionnel. Ce fut encore l'administration ayant à sa tête les Trudaine qui influencera directement toute la politique du Bureau du Commerce de 1750 à la veille de la Révolution. L'administration éprise de libéralisme orientera ensuite le Bureau dans cette voie. Le Bureau du Commerce est alors vraiment un organe d'exécution de la politique de l'administration du commerce. La modification complète qu'il subit en 1787 ne lui fera pas retrouver son caractère primitif.

L'importance prise par les Bureaux au détriment des Conseils est un phénomène bien souvent constaté vers la fin du règne de Louis XV. Il est caractéristique que

Trudaine ait été nommé directeur de l'administration du Commerce et non pas président du Conseil de Commerce ou même du Bureau du Commerce. La renonciation du Roi et des grands personnages du royaume à une partie de leurs attributions politiques a été la cause de la prépondérance prise par les Bureaux sur les Conseils, prépondérance néfaste par principe puisqu'elle tendait à faire participer l'administration au Gouvernement.

Le Bureau du Commerce ne répondait plus à sa destination première, l'institution telle que l'avait créée par Louis XIV était la seule qui présentait un intérêt politique. On peut envisager avec quelque crainte ce qu'aurait pu être la politique commerciale du Bureau du Commerce si Fagon n'avait pas été si traditionnel ou si Trudaine n'avait pas été si remarquable car ce fut entre leurs mains que se joua la destinée commerciale de la France, le Bureau du Commerce étant alors réduit au rang d'organe d'exécution.

Au contraire, on imagine parfaitement bien qu'un Roi d'intelligence moyenne eût pu déterminer l'intérêt général au milieu des problèmes purement commerciaux qui lui étaient soumis et ceci grâce au Conseil de Commerce. La caractéristique d'une bonne institution est d'empêcher le Gouvernement de commettre des erreurs et de lui faciliter l'accomplissement des actes politiques favorables à l'intérêt national ; le Conseil de Commerce répondait exactement à ce but parce qu'il représentait les intérêts particuliers devant un arbitre, le Roi, qui y découvrait l'intérêt général.

On peut concevoir sans doute que cette représentation se fasse devant un Gouvernement quel qu'il soit ou devant un membre du Gouvernement, un ministre par exemple,

mais en aucun cas les résultats ne semblent devoir être aussi complets que lorsque la représentation a lieu devant le Roi lui-même en effet :

— Tout d'abord, plus l'arbitre est au-dessus des intérêts en présence, plus il aura de chances de déterminer impartialement l'intérêt général : le Roi aura donc l'avantage sur son ministre qui se trouve de par sa fonction, obligatoirement mêlé aux affaires de l'administration.

— En second lieu, seul le Roi, présente une garantie suffisante de stabilité et de continuité ; il demeure pendant tout son règne alors que les ministres se succèdent et qu'avec eux changent les buts proposés.

— Son autorité enfin, et sa puissances eront les meilleurs garants du soin qu'apporteront à lui présenter les rapports des maîtres des requêtes qui ont tout à attendre de lui : au contraire, un ministre peut changer : à quoi bon dès lors se faire remarquer par un ministre qui pourra disparaître prochainement : il est plus aisé de s'assurer par tous les moyens la sympathie du successeur éventuel.

Le Conseil de Commerce et le Bureau du Commerce ont accompli au cours du XVIII^e siècle une œuvre considérable : grâce à eux la France avait maintenu sa situation en tête de tous les pays du monde, grâce à eux le commerce français avait réussi à reprendre au commerce anglais l'avance acquise par ce dernier ; grâce à eux à l'intérieur du royaume le commerce était organisé de telle façon que la transformation de l'économie devait pouvoir se faire progressivement sans entraîner de chômage et de ruines. Ces résultats sont dus aux personnages éminents qui dirigèrent alors le commerce français, les Daguesseau, Amelot, Trudaine. Quels auraient été les résultats si leurs postes avaient été occupés par des incapables ou

simplement par des médiocres ? Louis XIV, qui ne voulait pas courir les risques que présentait cette éventualité, avait créé en 1664 la seule institution capable de fonctionner utilement quels que soient les éléments qui la composent : le Conseil de Commerce présidé par lui-même.

VU :

Le Président de la thèse,
OLIVIER MARTIN.

VU :

Le Doyen,
EDGARD ALLIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	1
CHAPITRE I. — Louis XIV donne à la France un Conseil de Commerce	5
CHAPITRE II. — Le Conseil de Commerce sous Louis XIV . . .	18
CHAPITRE III. — Sous la Régence, le Conseil de Commerce devient Conseil de Gouvernement	34
CHAPITRE IV. — Disparition du Conseil de Commerce et création du Bureau de commerce	54
CHAPITRE V. — Le Bureau du Commerce et la réglementation.	63
CHAPITRE VI. — Le Bureau du Commerce et la réaction libérale.	86
CHAPITRE VII. — Le dernier Bureau du Commerce	98
CONCLUSION.	109

IMPRIMERIE
HÉRISSEY
: ÉVREUX :